le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Il faut savoir continuer une grève

M 02137 - 1495 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

« Regarde ton travail, le néant et la torture y participent»
Grand amphi de la Sorbonne, Mai 68

hebdo n° 1495
du 22 au 28 novembre 2007

Sommaire

La voie des **cheminots**, par Julien, *page 4*

De notre envoyé spécial dans **les universités**, par Rafael, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Otages à toutes les sauces, par M. Cailloux, *page 7*

L'autruche dans tous ses états, par F. Ladrisse, *page 7*

Les **nouvelles des fronts**, par H. Lenoir, *page 8*

Le Peinard, par le Peinard, *page 9*

Intérêt général, mon cul !, par C. Danis, *page 10*

Pauvres et malades, par S. Chemin, *page 11*

Anarchistes contre le mur, par G. Davidi et A. Goetschmann, *page 12*

Inné, oui, innéisme, non, par F. Sebastianoff, *page 14*

Rent' les vaches, v'la l'**Opus dei**, par J.-J. Reboux, *page 15*

Picasso, anarchiste ?, par G. Bounoure, *page 17*

Chroniques **Ciné** , par H. Hurst, *page 19*

Fait d'hivert, par J.-M. Raynaut, *page 20*

Chronique de **la Toile**, par l'Araignée, *page 20*

Utgé-Royo à l'Européen, par S. Briant, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

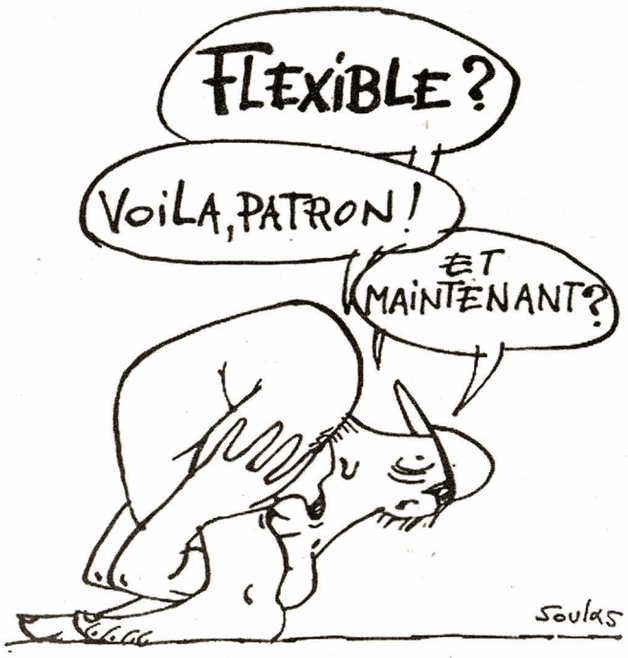
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

Trimer à la trique !

La France qui se lève tôt préférerait rester au pieu !



Les anarchistes ne disposent pas de machine à remonter le temps, pareillement, en ce samedi 17 novembre, ne savent-ils pas lire dans le marc de café. En revanche, lire et interpréter l'actualité politique, et particulièrement en son versus état des luttes en cours, ne leur pose aucune difficulté, tant le scénario qui se déroule sous les yeux de tous était, quoique incomplètement écrit, parfaitement prévisible. Jusqu'ici, il était de bon ton de railler le leader de la CFDT, ce mec qui n'arrête pas de signer des Chérèque en jaune au patronat et au gouvernement. Dorénavant, le vilain barbu se sentira moins seul, vu qu'un grand chevelu, avec bien plus de finesse toutefois, lui dispute le premier rôle.

En 2003, B. Thibault fut ovationné par les « socialistes » réunis en congrès à Dijon. Là, n'en doutons pas, les mêmes doivent tomber en pâmoison devant la révélation de ses qualités de « stratège » (titre décerné par le journal... *La Croix* !)

Ce grand faux renard mérite bien en effet de la cohorte aplatie des « réalistes » de tout poil. La grève du 14 novembre n'était pas encore déclenchée qu'entre chien et loup il décrochait son téléphone pour signifier à Xavier Bertrand son acceptation d'une négociation tripartite, entreprise par entreprise qui plus est sur... on ne sait quoi au juste, puisque la position du gouvernement n'a jamais varié d'un iota, à savoir : faire la peau des régimes spéciaux, puis cette sale besogne accomplie, jouer du knout sur la tronche de l'ensemble des salariés. Il est mille et une manières de savonner la planche des travailleurs en lutte, mais celle qui consiste à montrer les crocs et à reculer en même temps est parmi les plus détestables.

La science dudit « stratège » a été utilisée pour transformer le nécessaire « Tous ensemble » des 37,5 annuités pour tous en un « Tous en ordre dispersé », le tout accompli avec un art de la dissimulation et de l'esbroufe impressionnants... mais qui ne dupe guère personne, et encore moins le plus gros de « ses » troupes, chose parfaitement réjouissante au demeurant.

Il faut dire que l'expression grève générale fiche une peur bleue à tous les visiteurs réguliers des allées du pouvoir. Pourtant, le 18 octobre, puis le 14 novembre et les jours d'après, cheminots, agents de la RATP, gaziers, électriciens et étudiants ont largement démontré que Sarko and co, relayés par la Propagandastaffel des chacals des médias ne les impressionnaient pas. Peine perdue, les reptations des dames patronnesses quémandeuses de piécettes n'ont pas cessé pour autant. Des millions de travailleurs ne l'oublieront jamais.

Tout se paiera un jour, vraiment.

Thierry

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Tu vois toujours tout en noir !

Présentée comme inévitable, la réforme des régimes spéciaux occupe le débat politique depuis plusieurs mois. Le 9 septembre 2007 déjà, Fillon n'y est pas allé par le dos de la petite cuillère en annonçant : « La réforme des régimes spéciaux est prête, elle n'attend plus que le signal du président de la République », laissant entendre que le texte était déjà bouclé avant toute concertation. Un dossier où Sarkozy veut surtout montrer à ses électeurs qu'il tient ses promesses, et ose affronter les vrais problèmes : les « privilèges » des régimes spéciaux et, notamment, les subventions publiques servant à assurer une période de cotisation de 37,5 ans contre 40 et bientôt 41, puis 42, voire 45 ailleurs. Pure intox, la réforme des régimes spéciaux ne rapportera pas un euro parce que l'argent que l'État verse à la SNCF, à la RATP ou à EDF, etc., est destiné uniquement à réparer le « déséquilibre démographique », c'est-à-dire le déficit du nombre de salariés par rapport à celui des pensionnés. Il s'agit là du strict principe de solidarité également appliqué aux retraites par répartition du secteur privé.

« Et qu'est-ce que vous diriez si je ne luttais pas contre l'injustice, vous trouveriez ça normal ? Eh bien ! Ce pour quoi vous vous battez, c'est la perpétuation des injustices, et cela, je ne peux l'accepter », a matraqué l'omniprésident en visite aux ateliers SNCF en Seine-Saint-Denis. Il a beau jeu d'en rajouter, l'opinion lui est plutôt favorable. Si, en 1995, les salariés de la SNCF et de la RATP ont aussi fait grève pour défendre un secteur privé muet, avec sa bénédiction, les voilà isolés. Pas entièrement, la jeunesse a investi le wagon de tête du train de la lutte. Roule, roule petit bolide, la bataille du rail, la guerre d'opinion est engagée. Les sondés, eux, crachent leur jalousie et se laissent aller au ressentiment. Aujourd'hui, dans la France sarkoziste, la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux se résume à supprimer un profiteur sur deux. Sarkozy veut remettre au boulot les « tire-au-cul » : le RMiste, le demandeur d'emploi qui devrait traverser la France pour un boulot de chien à la durée même pas garantie, les « assistés », ça suffit ! Et ça, le coup des feignants qui s'engraissent sur le dos des autres, ça marche toujours. On sait bien que le responsable de tous les maux, c'est le pelé de service, celui dont la punition exorcisera les malheurs de la société, c'est l'âne de la fable qui ne prélève dans le pré que la largeur de sa langue. Oui, l'atmosphère est irrespirable sur la planète Sarko.

Et dire qu'à côté on nous avait dissimulé la tragédie pendant des mois et des mois! Oui, celle d'une catégorie socioprofessionnelle particulièrement méritante et laborieuse, dotée d'un strict minimum d'avantages de fonction, payée seulement 6000 euros net par mois! Sarkozy peut bien s'auto-augmenter de 200 %, sans faire un jour de grève, sans qu'on ait à ergoter sur des questions de morale ou de bienséance sociale. Sinon, où serait la prise de risque d'un président qui ose tout pour sauver la France?

Le travail, c'est rien que du bonheur!

Télés et journaux nous ont récité la même chose: le nombre d'actifs par rapport aux inactifs baisse. Moralité: il faut durcir les conditions de départ à la retraite et favoriser le travail de ceux qui sont encore au boulot, bien au-delà de 60 ans. L'ouvrier qui trime ne mesure pas encore sa veine: le travail, c'est rien que du bonheur, une subtilité qui a échappé aux travailleurs des chaînes de montage, à la caissière de supermarché ou à la femme de ménage... On va devoir boucher le trou des caisses de retraite laissé par la vague des papy-boomers partis réjouis dans leur camping-car, en rêvant à Kerouac. Et des salariés qui avaient débuté le travail à 14 ou 15 ans voici plus de quarante ans et qui ont massivement utilisé (les ingrats!) les dispositions prévues par la loi Fillon en faveur des personnes ayant réalisé des carrières longues. Oui, voilà un joli bras d'honneur à tous ceux qui en ce moment ne cessent de nous sermonner sur la « valeur travail ». Le paradoxe, c'est qu'au moment où on nous annonce qu'il va falloir bosser davantage, on peut en regardant autour de nous se livrer à une nouvelle prophétie de déclin: la motivation au travail décroît rapidement pour un nombre toujours plus élevé de catégories sociales. Le pays va à-vau-l'eau, les travailleurs ne parlent plus que de récupérer leur temps de travail, va-t-on perdre la guerre économique? La faute aux 35 heures, symbole du mal français, « ultime expression de cette tendance à considérer le travail comme une servitude », a déclaré, indignée, la patronne de Bercy.

Les salariés, jusqu'aux cadres, sont aujourd'hui désabusés, fatigués... Ils ont des « boulots de merde », des boulots absurdes, humiliants, et se gavent de médocs: il en coûte des millions, voire des milliards, selon le Bureau international du travail (BIT). Les problèmes, parfois les mauvais traitements moraux dus à un management moderne destiné à mieux presser le citron, passent au-dessus de la tête de Parisot, la patronne des patrons. Et quelquefois un Français qui se lève tôt se pend sur son lieu de travail. À l'heure où le chef de l'État n'hésite pas à se déplacer partout, va voir les travailleurs qui se lèvent trop tôt, se couchent trop tard et s'épuisent au travail. Lui, le superman de la tolérance zéro, le pourfendeur de toutes les injustices et le soutien de toutes les victimes, ne semble pas en revanche particulièrement ému par les victimes du patronat. Pas une parole, pas un mot... Rien. Pas question non plus de s'émouvoir sur l'explosion des maladies du retraité en raison des séquelles de l'activité professionnelle, cancers, affections cardiovasculaires, attaques cérébrales, démences séniles, Alzheimer, handicaps sensoriels, etc., le réflexe des patrons est de s'en moquer; nous avons, c'est sûr, un patronat éclairé, humaniste. Travail, consomme et meurs! Pourquoi l'antiproductivisme peine-t-il autant à se mettre en place?

T.

Cheminots, ouvrons la voie !

Cette fois-ci, c'est pour de bon, la base cheminote, excédée par les provocations gouvernementales et les atermoiements syndicaux, s'est lancée massivement dans la grève et paralyse le réseau ferré depuis le 13 novembre au soir. Le nombre historique de grévistes les 18 octobre et 14 novembre témoigne de la détermination des travailleurs du rail à répondre frontalement à l'agression sarkoziste et de leur refus de négocier l'inacceptable: travailler plus longtemps pour gagner moins. Surtout, les cheminots ont compris que l'attaque brutale qu'ils doivent affronter n'est que la première bataille d'une longue guerre du gouvernement et du capital pour humilier et détruire la résistance ouvrière et syndicale et imposer la soumission, la résignation et la misère de l'ensemble des travailleurs de ce pays.

La réforme des régimes spéciaux est aujourd'hui imposée comme un ensemble non négociable, elle vise non seulement à rallonger l'âge de départ à la retraite (l'âge moyen de départ à la retraite dans le privé est de 57,5 ans et de 54,3 ans pour les cheminots), mais bien plus encore à baisser le montant des retraites par l'effet des décotes et de l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur salaires et imposer le recours à une retraite complémentaire par capitalisation, c'est-à-dire placer si l'on peut son argent en Bourse dans les fameux fonds de pension pour compenser une pension de misère.

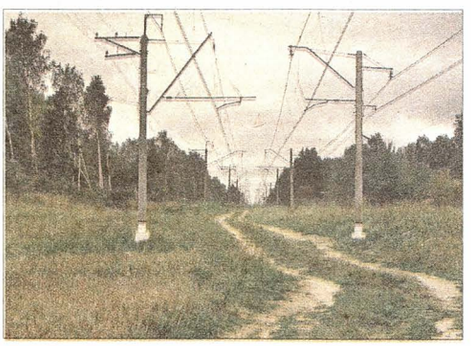
La Fgaac, le syndicat jaune d'une minorité de conducteurs (3 % des cheminots aux élections professionnelles de 2006), a accepté dès le deuxième jour de grève le principe de travailler 5 ans de plus. La CFDT (11 %), fidèle à son habitude, lui a rapidement emboîté le pas et a entamé, une fois les principes de la réforme acceptés, de négocier ses aménagements.

A l'heure où cet article est écrit, la solide unité de la base cheminote réunie en assemblées générales impose aux autres organisations syndicales le refus de négocier quoi que ce soit sur les 3 piliers de la réforme. Les cheminots de la CGT (40 %) se sont jusque-là affranchis de leur bureaucratie totalement débordée par la colère et la détermination de ses membres. Le long travail de mobilisation mené par les militants de SUD-Rail (15 %) porte aujourd'hui ses fruits et rassemble les cheminots en grève dans un refus total et non négociable de la réforme.

Depuis le 14 novembre, parallèlement à la construction de la grève à la SNCF et au blocage du réseau ferré, les cheminots en lutte appellent à l'élargissement du mouvement de grève et de révolte et sont allés rencontrer les étudiants en grève ainsi que les travailleurs du public et du privé. La journée de grève interprofessionnelle du 20 octobre et la mobilisation des salariés de la fonction publique sont une occasion de créer de nouveaux liens dans la résistance que nous opposons au gouvernement et de poser la nécessaire construction de la grève générale seule à même de porter enfin le mouvement social de la défensive à l'offensive.

Julien

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste



Etudiants en grève

À L'HEURE OÙ nous mettons sous presse, près de quarante universités sont totalement ou partiellement en grève avec piquets de grève. Une soixantaine d'universités ont envoyé une délégation à la coordination nationale qui se tenait le week-end dernier (16 au 18 novembre) à Tours. La mobilisation commence à gagner les personnels, les enseignants se disent également prêts à se bouger. Dans de nombreuses villes, les étudiants ont mené cette semaine des actions de solidarité avec les cheminots grévistes. Et, malgré le froid (les salauds, ils contrôlent même la météo), les manifs, souvent sauvages, rassemblent de plus en plus de personnes.

Mais la réaction ne s'est pas faite attendre. Flics, mandarins, droitiers et bureaucrates: ils font tout désormais pour casser le mouvement étudiant.

Les cognes interviennent pour casser les piquets de grève, évacuer les étudiants qui occupent leurs locaux, effectuer des arrestations ciblées de militants... Mais la violence policière choquent les passants et les étudiants modérés qui tendent à se montrer solidaires des grévistes.

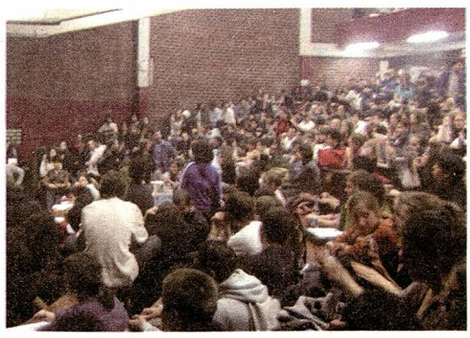
Les présidents d'université, et leurs sous-fifres, mettent aussi tout en œuvre pour contrer la mobilisation. Ils font profiter les étudiants de leurs accès de mythomanie par l'entremise de communiqués quasi-quotidiens. Ils emploient des vigiles privés (tiens, tiens, on croyait que les caisse étaient vides). Et cerise sur le gâteau, organisent des référendums (internet ou bulletins secrets). Au menu: questions biaisées (ils ont dû embaucher le mec qui fait les sondages du figaro), problèmes d'anonymat, opposition à ce que les étudiants participent au décompte des voix, j'en passe et des meilleures...

Quant à la droite universitaire, elle semble en avoir assez de se ridiculiser en assemblée générale. Ils en sont maintenant réduits aux pétitions sous le manteau ou sur internet, et aux contre-manifs où ils invitent leurs potes fachos pour avoir l'air plus nombreux.

Par contre les bureaucraties syndicales constituent un probléme sérieux: d'abord débordées par l'ampleur de cette mobilisation étudiante qu'elles n'avaient pas souhaitée, elles tentent aujourd'hui de la récupérer. L'Unef essaie ainsi de se faire passer pour le porte-parole d'un mouvement qui s'est développé selon des orientations opposées à sa ligne nationale. D'une part, en ce qui concerne les enjeux universitaires, les étudiants sont clairs: abrogation de la LRU sans condition sans négociation. Ce n'est pas la position de l'Unef qui a participé aux commissions chargées de mettre cette loi en application. D'autre part, les étudiants ont conscience du contexte social, et se prononcent nettement en faveur de l'élargissement des revendications, de la convergence des luttes et de la construction d'un mouvement d'ensemble (interprofessionnel). Or l'Unef, comme toutes les bureaucraties à la botte du pouvoir, a bien compris le message « diviser pour mieux régner »: ils font montre du corporatisme le plus étroit. Bref, va falloir leur faire comprendre qu'ils n'ont aucune légitimité à appeler à amplifier notre mobilisation, ni à parler en son nom.

Mais qu'tout ça n'attaque pas votre moral. La mobilisation dans les universités est belle et forte, et les étudiants seront dans les rues le 20 avec tous les grévistes.

Rafael
Groupe libertaire Louise-Michel



brèves de combat

Les « sans » du Japon solidaires

Les membres des association des « sans » du Japon sont allés à l'ambassade de France de Tokyo pour soutenir les familles qui sont rue de la Banque : « L'ambassade n'a pas accepté de recevoir notre lettre et les couvertures pour les familles dans la rue. Nous sommes solidaires des familles en lutte rue de la Banque, comme l'ambassade n'a pas respecté la voix de la société civile du Japon, nous continuerons la lutte en solidarité avec vous. »

Huit syndicats ANPE en colère

Les 8 syndicats de l'ANPE demandent l'abrogation d'un décret imposant la transmission systématique à la préfecture d'une copie des pièces d'identité des demandeurs d'emploi étrangers et condamnent « une mesure qui stigmatise tous les travailleurs étrangers considérés a priori comme suspects de fraude. Nous ne serons pas complices de telles ignominies, contraires à la Constitution et à nos valeurs républicaines ».

Faux sang contre franchises

Aux cris de : « Franchises médicales, Bachelot coupable » et « Malades précaires, malades en colère », les militants d'Act Up-Paris ont maculé de sang l'entrée du ministère avant d'être interpellés par la police. Les passants du quartier se sont intéressés au thème de l'action, une personne a déclaré : « C'est dommage qu'ils soient si peu nombreux, on devrait tous se mobiliser contre ça. » Tous les militants ont été emmenés sans ménagement dans les commissariats des environs et retenus pendant plusieurs heures.

Assassinat d'un antifasciste

Un militaire appartenant au groupe néonazi Democracia Nacional, qui appelait à un rassemblement contre l'immigration dans la banlieue de Madrid, comptant de nombreux travailleurs latino-américains, s'en est pris dans le métro à Carlos, jeune militant antifasciste de 16 ans, qui se rendait à la contre-manifestation et l'a froidement assassiné à coups de couteau. Tandis que ses camarades antifascistes s'emparaient de l'assassin, la police est arrivée et a embarqué les antifascistes ! Police partout…

Contre les franchises au Sénat

200 militants plutôt de tendance « rouge » rassemblés devant le Sénat, dont beaucoup de personnes âgées et très peu de jeunes et une banderole d'Act Up-Paris. Après les discours des porte-parole de LO et de la LCR, trois sénateurs sont venus promettre « de se battre contre les franchises ». Mais, comme le dit une camarade de la FA : peut-on leur faire confiance devant le début de la dislocation de la Sécurité sociale à laquelle Sarkozy a l'intention de s'attaquer au printemps 2008 et qui marquerait la fin de la solidarité, la toute-puissance des assurances privées et le retour au XIXe siècle, où les pauvres ne pourront plus se soigner. Sarkozy compte également remettre en question le 100 %, bref la camarade anarchiste présente sur les lieux lance un appel au secours : « Prenons notre destin en main. »

UMP jaune foncé

L'UMP a fait tirer à 3 millions d'exemplaires (un million pour Paris, deux millions pour la province), un tract expliquant le bien-fondé de la réforme des régimes spéciaux, le mal -fondé des grèves et appelant ses militants à le diffuser largement, en place publique, une bonne occasion de les croiser et de leur pourrir la matinée !

Ah, les salauds !

Pendant que nous défilons dans les rues pour contrer la casse sociale, la commission des Finances de l'Assemblée a adopté l'ensemble de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2008, celle des dépenses, et a adopté plusieurs amendements dont un qui supprime l'impôt de Bourse. Ces opérations rapportent 260 millions d'euros par an, mais ces crapules de politiques associés aux capitalistes se justifient ainsi : « Elles génèrent 1,02 milliard d'euros de pertes fiscales et sociales du fait des délocalisations des opérations sur actions des résidents français. » Y en a qui chient dans la colle dans ce pays, à commencer par un salarié qui s'augmente en douce de 160 %, rien que ça

Venezuela : Insurgentes !?

Plusieurs organisations et individus du Venezuela, impliqués au sein de différentes luttes sociales et possédant diverses approches de la gauche critique et antiautoritaire, ont convergé dans l'espace Insurgentes (Insurgés) et ont pris position sur la « réforme » proposée initialement par Hugo Chávez. Normalement au sein d'un État la Constitution doit toujours refléter les rapports de forces entre les diverses classes sociales que compose la société. La « réforme » proposée au Venezuela exprime plutôt le triomphe obtenu par le capital transnational durant le coup d'État et le sabotage pétrolier de 2002-2003…

ADN partout !

Le Conseil constitutionnel valide en partie et sous certaines réserves les tests ADN pour des candidats au regroupement familial prévu dans la loi Hortefeux sur l'immigration, mais censure les statistiques ethniques.

Par le froid

Malgré le froid, les sans-logis sont toujours dans la rue Godefroy-Cavaignac dans le 11e arrondissement de Paris, abrités par de simples tentes, alors que l'immeuble dans lequel ils habitaient a bizarrement pris feu. Il faut dire que son propriétaire voulait le vendre… Venez les soutenir (bouffe, chaleur humaine et couvertures bienvenues).

Censure d'État

La manif antinucléaire marseillaise a bien eu lieu, mais dans un silence assourdissant ; les médias ont préféré parler de pas mal de choses, sauf de ça. Lorsque'on voit comment les médias traitent des grèves et des manifestations, il n'y a pas de quoi s'étonner. Remettre en question le nucléaire remet en cause tant de choses que l'on se doutait bien de l'impact médiatique que cette manifestation aurait…

Amnésie italienne, suite et fin

Après plusieurs années de procédure, le verdict est tombé : 225 années de prison pour les 25 inculpés du sommet du G8 à Gênes. Solidarité internationale avec les victimes de la répression étatique. Une manifestation de solidarité a eu lieu le samedi 17 novembre à Gênes. Pour plus d'infos (en italien), trois sites des plus intéressants :

http : www.informazione.info

http://tutto.squat.net/db_news/index.php

http://www.radioblackout.org/streaming/ (radio libre autogérée et autofinancée du mouvement antagoniste de Turin. 15 ans d'existence, 24 heures sur 24 sur la région de Turin et sur Internet).

Chine

Le collectif Chine JO 2008 demande la libération de 40 prisonniers, en camp de travail, en résidence surveillée ou en détention arbitraire, parfois maintenus au secret depuis des années, parce qu'ils n'ont pas les mêmes idées que les autorités. Pétition en ligne http://pekin2008.rsfblog.org.

Briseurs de grève

La RATP joue avec la vie des usagers.

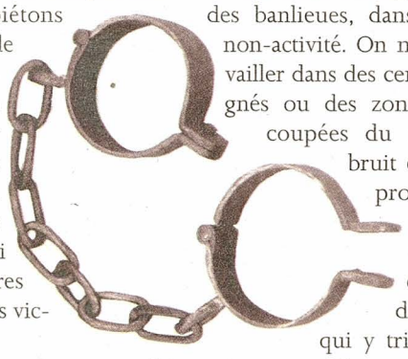
Des personnels de la RATP seraient d'astreinte ce week-end par leur direction pour former des cadres à la conduite de rame de métro en un jour ! Afin de faire circuler le maximum de métros lundi malgré la grève. Faire conduire à tout prix des rames par des personnes qui n'y connaissent rien, c'est prendre le risque d'accidents graves juste pour faire baisser artificiellement le nombre de grévistes. Ça fait froid dans le dos. (NDLR : en tout cas ça circule sur le Net mais on n'a pas eu le temps de vérifier.)

Te trompe pas d'ennemi !

Otage, otage... Est-ce que j'ai une tronche d'otage ?

Quand il faut traiter les marronniers, on sonne Moïse Cailloux. Donc, après les hôtels balnéaires victimes du temps pourri et avant les marchés de Noël, le temps est venu de vous parler du sujet qu'aucun média respectueux des traditions ne peut ignorer : la « grogne » des usager « pris en otageS » par une sale bande de rouges.

Je ne vous donnerai pas d'exemple, il suffit d'allumer la télé. Débrouillez-vous sans moi. Toujours est-il qu'ému par ces troupes malheureuses de piétons involontaires et de cyclistes tremblotants, que pris de pitié devant leur air chagrin et mes pieds douloureux je me suis demandé : de qui donc ces pauvres bougres sont-ils les victimes ?



Eh bé des cheminots, pardi ! C'est-y point eux qui paralysent notre belle France, au péril de la croissance ? Sauf que, quand on y regarde, les ceusses qui font rouler les trains, on leur demande pas d'avoir la vocation, pas plus qu'à ceux qui charrient le bétail ou les boues de ville. Ils font un boulot, pour un salaire et dans des conditions déterminées contractuellement. Quand les conditions ne leur conviennent pas, ils arrêtent. C'est tout, et c'est leur droit. Quand ils arrêtent tous en même temps, ça s'appelle une grève, et ils peuvent améliorer leur sort ou empêcher qu'on les floue.

Ce qui, je vous l'accorde, ne nous fait pas rentrer plus tôt à la maison. Mais qui est-ce qui vous oblige à en sortir, de votre jolie maison ? Je vais vous le dire, moi, qui vous jette sur les routes tous les matins et tous les soirs : c'est pas les cheminots, mais c'est votre patron. C'est ce saligaud-là qui vous menace de vous couper le pain si vous ne vous rendez pas à des heures fixées par lui dans des lieux fixés par lui. Et les complice de ce vaurien et de tous ses frères de classe les bourgeois, c'est les salauds qui ont pensé et réalisé les villes où nous vivons.

On nous a relégués au fin fond des banlieues, dans des lieux de non-activité. On nous envoie travailler dans des centres-villes éloignés ou des zones industrielles coupées du monde, où le bruit et l'odeur de la production sauront se faire oublier, avec les cinq millions de paires de bras qui y triment. Les cheminots, pas plus que nous, ne sont responsables de cet état de fait. Les bourgeois, oui.

Le preneur d'otages, c'est lui, le bourgeois. Le terroriste, c'est le gouvernement. Mais ils ont un complice. Et ce complice, c'est l'esclave en nous. Cet esclave qui rendra son frère coupable de la faute du maître, et demandera son châtiment, qui blâmera celui qui se bat pour son pain et pour sa liberté, et étouffera en lui la faim et le sentiment même de la liberté. Ne laissons pas parler celui-là ! Si nous sommes dans les fers, n'ayons de cesse de les briser. Si nous ne pouvons être de ceux qui luttent (et en sommes-nous bien sûrs ?), ne leur faisons pas au moins défaut de solidarité.

Moïse Cailloux

Quand l'autruche éternue...

Licence Mc Do option grande frite

Tirant tête hors du trou, qu'entend-je ? La Parisot, porte-parole du gouvernement et du Medef réunis, s'est retenue autant qu'elle a pu mais finalement lâche ses glaviots : **« La grève est une galère, une preuve de ringardise »**, lance la top branchée patronne, dont le discours très XIXe siècle est, il est vrai, archi-tendance. Et d'enfoncer le clou doré : **« Les Français ont un goût un peu masochiste pour le conflit et la lutte. »** Maîtresse des élégances, la Parisot voit juste : cet hiver, la tendance sera à la soumission, au défilé tête baissée.

Nous sommes vendredi, troisième jour de grève, et Bertrand, ce ministre à tête de Gontrand, fait monter la pression : **« On ne peut pas à la fois avoir la grève et les négociations parce que, qu'est-ce que je dis aux usagers dans ce cas-là ? »** T'as qu'à leur dire de rester au pieu, dehors ça caille et de toute façon y a plus un vélib' de libre : tous squattés par les cadres de la CFDT pédalant joyeusement jusqu'à l'hôtel Matignon, dont ils vont lécher le perron. **« Il faut savoir cesser ce mouvement »**, dit par exemple Morvan, secrétaire général de la même CFDT. C'est pas ça la formule, garçon. Relis ton petit livre jaune.

Malgré les langues syndicales s'attardant sur les grolles gouvernementales, y a toujours un râleur pour trouver que ça brille pas assez. Au hasard, Devedjian, qui commenta ainsi la manif de la fonction publique : **« S'il y a quelque chose qui porte atteinte au pouvoir d'achat, c'est bien cette grève, qui fait des dégâts économiques considérables »**, se permit le mariole. Ainsi, les grévistes feraient eux-mêmes leur propre malheur. C'est connu, les pauvres sont des cons.

Pendant ce temps, Sarko, à Strasbourg, tonnait devant le Parlement européen : **« J'ai été autorisé par le peuple à faire ratifier le traité sans passer par le référendum. »** Oh le menteur ! Le fieffé roué ! Mais quelle est cette odeur, entêtante, de vaseline ?

Le petit Julliard de l'Unef, lui, ne se déplace jamais sans son tube : **« Si cette loi était si irréprochable, le gouvernement ne l'aurait pas votée en catimini pendant l'été. »** Et l'Unef ne l'aurait donc pas cautionnée en catimini pendant la même saison. Mais quelle est donc cette loi dont les étudiants ne veulent pas ? Un président d'université la résume à merveille : **« Maintenant nous sommes là pour aider les jeunes à trouver un job. »** Louise ma petite, n'insiste pas : hors de question que tu fasses des études. Tu n'iras pas t'asseoir dans l'amphi Lagardère apprendre à emballer correctement les cheeseburgers.

« C'est un mouvement pathétique, ces étudiants militent pour leur misère, pour la clochardisation de l'université. » Qui parle ainsi dans le poste, Fillon ? Le Pen ? de Villiers ? Non, l'imbitable Finkielkraut, bilieux chien de garde du sarkozysme. **« C'est un mouvement gâteux parce que la jonction étudiants-cheminots montre que les jeunes peuvent être séniles »**, poursuit le brillant analyste. Et de conclure, en un jet de glaire : **« C'est un mouvement odieux. »** Rappelons que, quand sa haine de la jeunesse lui laisse quelques loisirs, Finkielkraut enseigne au département humanités et sciences sociales de l'École polytechnique... Non je dis ça, les jeunes, c'est juste pour que vous sachiez où le trouver, au cas où l'envie vous viendrait d'aller le saluer...

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Patrons voyous !

Patrons voyous ! Pléonasme, équation absolue à zéro inconnue entre deux termes aujourd'hui synonymes. Après la caisse à acheter des serviteurs zélés et à l'échine souple des soumis, voilà qu'ils pillent l'argent de la médecine du travail pour financer leurs bureaucrates et payer les loyers de leurs officines de mercenaires ! Parachute doré et retraite en platine pour les dirigeants de grande entreprise sans cotisations ou presque comme pour le patron de la défunte Régie Renault, Mister Gun ! Et on nous cause d'équité ! Politiciens voyous, même clique de profiteurs : des retraites dans le même métal pour les parlementaires votées (volées ?) à l'unanimité, 140 % d'augmentation au smic de l'élu du peuple ! Tous dans le même sac et au fleuve, nom de Dieu !

Pour les autres, la retraite aux portes de la mort comme dans les années 1950. Seuls les tenants de la « violence légitime » de l'État seront préservés, les flics et les militaires, grands travailleurs de l'ordre et de la gégène, devraient, eux, conserver leur régime de retraite. Il convient en effet de ne pas s'aliéner ceux qui maintiendront le désordre d'État et garantiront l'impunité aux riches. Vieille rengaine…

Air France, belle mobilisation face à des conditions de travail toujours plus éprouvantes mais sans résultat pour les personnels navigants commerciaux (PNC), va falloir remettre le couvert en décembre, juste avant les fêtes. Grève dure à l'Opéra de Paris contre la fin de leur régime spécial de retraite qui, pour l'ensemble des bénéficiaires desdits régimes, pourrait entraîner jusqu'à des pensions réduites d'un quart… une faim de vie au pain sec et à l'eau ! Victoire après 15 jours de grève à Decazeville au supermarché Casino où les temps partiels imposés seront transformés en plein temps en 2008. Chocolaterie bloquée par 250 salariés à Geispolsheim (Bas-Rhin) pour protester contre les conditions de travail. Victoire annoncée aussi contre le contrat nouvelle embauche (CNE), l'OIT considère en effet que ce contrat est contraire aux règles internationales qui, en cas de licenciement, obligent les employeurs à justifier le pourquoi du saccage. On continuera à se faire virer dans les deux ans, mais on saura pourquoi ! Ça change tout. Goodyear, les salariés disent non au référendum bidon organisé par la direction. Référendum consultatif (sans doute comme pour le traité constitutionnel européen, tu votes et je te flingue après) qui visait à avaliser le passage au « 4x8 » avec dégradation des conditions de travail, l'augmentation du temps passé au taf et la suppression de 450 emplois sans licenciements en principe. Les travailleurs ont refusé de se tirer une balle dans le pied, tu avalises aujourd'hui, tu gicles demain, comme de nombreux plans antisociaux l'ont amplement démontré. Une prise de conscience locale annonciatrice d'autres prises de conscience ? Affaire à suivre. Chez Alcatel, malgré toutes les signatures antérieures, une nouvelle vague de suppressions d'emplois s'annonce, 500 en France, des milliers ailleurs. Itou chez Ford, en Gironde, où l'une des usines de Blanquefort pourrait (va) disparaître d'ici à 2010, entraînant la disparition de 600 postes de travail. Qu'ils continuent à signer, nous continuerons à lutter !

Ça bouge en Suisse, les travailleurs du bâtiment ont manifesté dans plusieurs villes (Genève, Berne, Neuchâtel) pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Un appel à la grève a été lancé contre toute attente. Là encore, la vieille règle de « l'arbitrage » (négociation avant un conflit) ne fait plus recette. Finlande, Treize mille infirmiers.ères menacent de démissionner s'ils-elles n'obtiennent pas une augmentation de 400 à 700 euros. La démission collective, un nouvel outil pour l'action directe. Imaginez, demain plus de cheminots, plus de profs, plus de prolos, plus de facteurs, plus de vendeurs… une grande marrade en perspective et un beau bordel pour le capital. USA, grève des scénaristes-auteurs à Hollywood, ça leur évitera de pisser des séries de merde. Mais, y a trop de pognon et trop d'aliénation en jeu, alors les producteurs négocient et vont accorder les augmentations de droits revendiquées sur les rediffusions. Grève chez Chrysler, après l'échec de la négociation du nouveau contrat salarial (convention collective aux USA) et juste avant l'annonce de 10 000 suppressions d'emploi. Grève des cheminots belges le 24 octobre contre le service minimum. Allemagne, grève corporatiste des conducteurs de train de la Deutsche Bahn pour une augmentation spécifique des salaires en dehors de la convention collective générale. Un peu comme ceux de la Fgaac, ici, qui ne roulent que pour eux. Deutsch Telekom, là aussi malgré les accords de dupe antérieurs, prépare un nouveau plan de restructuration. 35 000 emplois seraient menacés. Chez Bayer le chimiste, c'est 1 500 travailleurs qui seront gazés (10 % de l'effectif). 10 %, c'est aussi, en Grande-Bretagne, le pourcentage que s'apprête à liquider la BBC, soit 1 800 emplois. Toujours outre-Manche où le chômage est structurellement « bas », ce sont 2,4 millions de personnes qui « vivent » des allocations pour incapacité de travail, dont 1,23 million depuis au moins cinq ans. Belle démonstration de tripatouillage des chiffres qui vaut aussi ici, puisque, selon le collabo Hirsch, 50 % des victimes du RMI (ils disent bénéficiaires, des quasi-privilégiés en quelque sorte) ne sont pas inscrits à l'ANPE, donc n'apparaissent pas dans les chiffres officiels du chômage.

Les grèves d'un jour passent et les inégalités se creusent partout dans le monde. Un exemple pour faire hurler : la rémunération annuelle en 2006 du PDG de Renault — il paraît même que ce n'est pas le pire des profiteurs — représentait 132 années de smic et les plus-values potentielles de ses stock-options, 3 840 années du même smic. Si ça c'est pas de la charité bien ordonnée… Pendant que les uns croquent, les autres trinquent. Selon le Conseil économique et social, 700 000 ménages, victimes des crédits à la consommation et/ou du chômage le plus souvent, sont dans des situations de surendettement. 7,5 millions déclarent avoir du mal à rembourser leur dette, 7 millions survivent avec moins de 817 euros par mois et un enfant sur quatre en PACA et dans le Nord-Pas-de-Calais vit sous le seuil de pauvreté. 10 % de la population est en CDD, 15,1 % au smic en 2006, contre 8,6 % en 1991. Et, pendant que la société se smicardise, les « représentants » du peuple votent une augmentation de 140 % au petit chantre de l'équité, là aussi bien ordonnée… Pareil dans la première économie mondiale où, d'ici à 2009, 2 millions de pauvres gens seront expulsés de leur logement du fait des malversations du capital et du jeu spéculatif des subprimes.

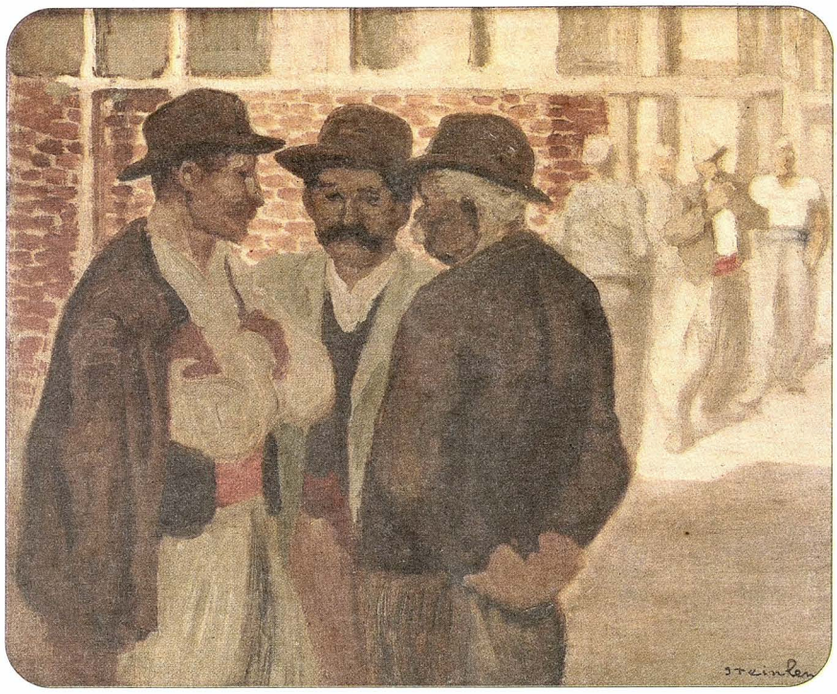
Alors qu'attendre de la grève, même reconductible, du 14 novembre, de celle des fonctionnaires annoncée pour le 20 (pourquoi pas tous ensemble !), de celle des étudiants contre la bradage des universités ? À voir, celle d'octobre fut belle mais courte, que sera celle de novembre ? Au demeurant, un jour ou l'autre, faudra bien la préparer générale, internationale et expropriatrice…

Qu'on se le dise !

Hugues

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Luttes locales et lutte finale



Ouvriers du bâtiment

Bon cheux mei en la bonne ville d'Caen, ça branle dans le manche comme on dit. Du côté de la Factance, y a les camaros et camarottes qu'ont point attendu le mot d'ordre des syndicats de la représentation. Directos assemblée générale, grande scrutinerie à main levée pour savouère quoi qu'on fait les pélots? On bloque-ti la grande bâtisse? Et ben dans une AG eyoù que j'étais aveuc quèques amis anarchos, la garçaille a pas fait dans la dentelle. En 89, sûrement qu'i z'auraient crié: à la Bastille, non de dieu! Pas une pas deux, les vlà installés dans le mitan du bâtiment lettres. Faut dire que dans notre trige et ailleux dans le pays, c'est une habitude ben ancrée dans les mœurs estudiantines, du moins les siens qui font sciences humaires ou histouère. Mei à mon époque, j'ai fait socio et j'me demande enco porki donc, j'étions terjoux les permiers à monter en ligne. Faut dire que j'avions pas biaucoup d'heures d'cours et que ben des coups j'passions la jornée à châner à la carre du comptouère d'un mastroquet du Gaillon. Ça m'fait plaisi d'les vouère les maudits garnements, mette un peu le souk dans notre bonne ville bourgouèse. Oh le mardi ou le mercredi la vesprée, j'étais dans le down town de note commeune et je vois passer à toute bringue les cars de sergots et de poulards au niveau de la Prefectance. Ben manque de bol pour les pandores, la manifestance était de l'aute côté. Paraît même qui z'ont soutenu un camp de gâs qui sont dans la mistoufle et qui le reste du temps refile la comète. Et bié pas une pas, pas deux, au pas de l'oie les condé ont tejent les pauvres trimardeux! R'est pas des manière ça! Et pis y'a zeu la manifestance des cheminots. Les étudiants avaient dans leur bissac, l'objectif de s'pointer et s'loger peinardement sur les rails. Et bien un gâs de la cégète a dit: est point cheux vous, ilo. C'est notre royaume! On comprend apreux ça que leux grand s'crétaire, le Nanarluche soit le fangio de la négo. Comme dit un proverbe que j'ai inventé hier au matin chez Mino d'la Garenne: vaut mieux être un dur à cuir qu'un rond cuir. Et vlan dans les dents pour les bureaucrates des syndicales. Ah les Pelloutier, Griffuelhes, Pouget et les autres camerluches d'attaque doivent s'artourner dans leurs tombeaux. Eyoù q'olle est passée la Confédération de la Charte d'Amienche? Bon je porsieux mon chemin ribotu. À l'Université, les AG ont continué avec itou des contre AG. C'est nouviau dedpis queuques années. Autres temps, autres moeurs comme dit l'autre. Seument, les gâs et les fillottes qu'occupent le bâtiment des lettres et bio, sont restés fermement droits comme des I dans leurs galoches.

Dans la presse locale, j'ai lu que les occupations étaient le fait de mouvements d'extrême gauche. Ouais, ouais y'a la CNT, la FA d'Caen et d'autres orgas que je connais point en tout qui sont dans le coup mais en fache c'est les margoulins des jeunes populaires et consort. Dans le bâtiment lettres, au rez-de-chaussée, la vie s'est organisée: épluchage de pommes de terre, préparation des sandwiches, cannée de café... D'toute façon j'ai essayé en vain, de boire un p'tit noir à la machine mais elle est brésillée. Et pis autant supper un expresso d'camaro, ancienne manière. Bon ok, ça rue dans les brancards et tertous j'attendons la manif' du 20. On voit aussi que la base n'est pas d'accord avec le sommet mais quek ça va donner à la fin des fins? Souvenance de 95? La sondocratie conte que les Français s'indignent de cette grève. Ben voyons, le micro trottouère des écrivassiers a bien fonctionné enco' un coup! Je ne creis pas que le salut viendra des cheminots ou des autes corporations. Faut tabler sur les étudiants qu'ont en apparence, davantage la fibre interpro. La totalité des facs n'est pas encore envenimée et si i rentrent tous dans la danse ça pourrait bien débouler sur une grande insurrection genre anti cpe. On peut appliquer le raisonnement qu'avait Auguste un campluchard du Cotentin à propos de la bombe à Ugène dans les années cinquante: la bombe ça fra de la poussière depdis Sibérie jusqu'à Paris et core mieux la réflectances de Jean Louis un camaro de l'Orne: quand les poules s'accroupiotent dans le bas d'la hâ, c'est qu'on va avouère une eurnapée! On a biau s'creuser la caboche pour apporter une analyse de ce mouvement, j'pense que pour mon compte ce n'est qu'un début. Seument faudrait que les syndigaleux butent une miette la négoche aveuc le Xavier et la Valoche et armettent un bon coup d'pression, sans ça yaura pus qu'à s'loger et espérer une meilleure Lune pour soulever l'bastringue et entamer la canchon du baluche des camaros dans la Rue.

Faut pas oublier que dans la classe ouvrière, certaines couches ont des intérêts divergents et Malatesta qu'était pas né de la dernière pluie, le disait déjà au congrès d'Amsterdam, i m'semble. Y'a des aristos dans la classe ouvrière qu'aimeraient bien se rapprocher de l'échelon supérieur et deveni des bons bourjouès. Les prolétaires, les siens qui sont vraiment dans la misère, ce sont les précaires, les chômeurs, les tempartialisés, les quartdetempartialisés, les activistes des revenus complémentaires mais qu'on ke ça pour mettre de la croustille dans l'abesse à leux gens. Seument c'est pas aisé d'les mobiliser ces bons bougres et faut les comprendre. Alors camaros cheminots et autres corpos, allez les voir ces gens, apporter leurs un soutien actif pour leur montrer qu'ils ne sont pas seuls. Rapport que y'en a pas mal sinon qui basculeront chez les populiste. Le Populo mérite mieux. Oh n'allait pas croire que je fais dans le larmoyant, est point mon genre mais force est de constater que la partie est loin d'être gagnée! Est point le moment de mette la lutte à la consigne, pardi! A la reveyure les camaros et les camarottes.

Ben l'Peinard d'Caen

Abolissons les privilèges

Intérêt général mon cul, mon général !

Diviser pour mieux régner. Voilà une formule que ceux qui étudient « l'art de gouverner » apprennent très tôt à manier. Il n'y a qu'à voir ces temps-ci comment, pour préserver leurs privilèges, les crapules qui gèrent le capital tentent de nous berner en montrant du doigt les prétendus privilèges de ceux qu'ils n'ont pas encore réussi à mater. Les quelques avancées sociales que certains travailleurs réussirent jusqu'ici à maintenir dans leur lutte contre le capital ne sont qu'une goutte d'eau comparées aux privilèges que ces classes dirigeantes s'octroient à tour de bras.

Tout en cherchant à nous monter les uns contre les autres, ces salauds cherchent à nous rassembler derrière un prétendu intérêt général, dont ils seraient les représentants. Cette pure fiction n'est là que pour nous faire croire que nos intérêts particuliers doivent s'effacer devant leurs propres intérêts qui seraient l'intérêt de tous.

L'exemple qui généralement est pris pour démontrer l'existence d'un intérêt général est celui des services publics. Mais, là encore, s'il y a un mauvais équilibre entre divers intérêts particuliers, il n'y a pas un « intérêt général ». Étudions le cas des infrastructures de transport : Les intérêts que les patrons ont à ce que celles-ci se développent ne sont pas les mêmes que ceux de leurs employés. Nos patrons ont tout aussi intérêt que nous à ce que nous puissions nous déplacer, mais pas pour les mêmes raisons.

Il est vrai que chacun a besoin de se déplacer, d'être mobile, mais les moyens utilisés diffèrent selon les ressources pécuniaires des uns et des autres. D'un côté, les autoroutes, les héliports, aéroports, TGV et autres infrastructures coûteuses et performantes ; de l'autre, les trains de banlieue, les bus, trams, métros et périphériques surchargés. Il est évident que nos patrons rechignent peu pour que l'argent public serve à investir dans les structures de transport qu'eux-mêmes n'utilisent pas, mais qui nous permettent d'aller nous faire exploiter chez eux. En revanche, ils ne nous demandent pas notre avis quand ils se servent du même argent public pour financer des héliports dont nous ne nous servirons jamais, des aéroports que nous fréquenterons bien peu, ou des autoroutes réservées aux riches, servant à contourner les embouteillages. Ils invoquent alors ce pernicieux « intérêt général ». La différence des moyens mis en œuvre montre clairement de quel côté penche la balance entre nos différents intérêts.

Dans la société de la communication où nous sommes immergés, la mobilité est indissociablement liée à la liberté. Tout est conçu pour que nous perdions notre temps dans les transports. Des centres commerciaux aux centres de loisir, en passant par les zones industrielles ou les zones d'activité économiques, tout est fait pour que nous soyons obligés d'emprunter les infrastructures de transport. Le sujet n'est pas ici de débattre sur l'atomisation des individus que ce mode d'urbanisation entraîne, sans compter le gaspillage d'énergie que cela représente, y compris en ressources fossiles tel le pétrole. Mais cela provoque aussi l'exclusion de fait de ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer.

Pour que la mobilité ne reste pas un privilège réservé à ceux qui en ont les moyens, l'équilibre voudrait que chacun puisse accéder au service public des transports sans restriction d'âge, de genre ou de condition sociale. Pour pouvoir atteindre ce but louable je ne vois que l'égalité économique, ou, mieux, la gratuité pour tous les usagers.

Depuis dix ans qu'avec d'autres je milite pour voir avancer cette revendication, les choses n'ont guère évolué. Certes, pour beaucoup le sujet n'est plus aussi farfelu qu'il leur apparaissait à l'époque. Nous avons suffisamment démontré sa viabilité économique, et d'ailleurs sa mise en place dans plusieurs petites villes d'Europe a été un succès. Mais ce n'est pas tant le problème économique qui empêche sa généralisation que le problème idéologique. Autant nos tauliers sont prêts à nous rembourser une partie de nos frais de transport et à ce que leurs impôts servent à optimiser nos moyens d'aller bosser dans leurs taules, autant ils rebutent à créer un véritable service au public qui échapperait à leur gloutonnerie fricarde. Cela serait contraire à leurs intérêts, et donc par cela même au fameux « intérêt général ». Si en ces temps de grève nous devenons, pour ces gougnafiers, des « usagers » pris en otages par les grévistes, ils ne nous voient en temps normal qu'en « clients » des « services d'intérêt général » qu'ils veulent s'approprier au dépens des usagers et des travailleurs. Tant que ceux-ci ne s'apercevront pas qu'il est grand temps que l'on se réapproprie nos richesses, que l'on prenne nos affaires en main, les soiffards continueront à s'engraisser sur notre dos. Seule la gestion directe, par les travailleurs et les usagers, des services au public garantira l'équilibre entre nos différents intérêts.

Christophe Danis
Groupe libertaire Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

Une maladie parfaitement curable, la pauvreté

Après moult controverses, sociologues et économistes sont arrivés, au fil des années, à objectiver le concept de pauvreté. Pour gagner du temps, ils auraient pu tout aussi bien interroger des militants libertaires, ou les lecteurs du *Monde libertaire*, car pour nombre d'entre eux la pauvreté, quand ce n'est pas la misère, n'est pas un objet théorique, mais une épreuve vécue au quotidien. Mais bon, passons et observons d'abord quelques-unes des définitions données à la pauvreté par les chercheurs en sciences sociales.

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel, qui ne saurait se réduire à l'absence ou à la privation de ressources monétaires.

La pauvreté est un phénomène relatif, puisqu'elle est définie par rapport à des « modes de vie acceptables », eux-mêmes variables dans l'espace et dans le temps.

En France, à l'heure actuelle, les principaux indicateurs retenus pour mesurer la pauvreté sont de trois types :

- les indicateurs de pauvreté monétaires, qui déterminent les personnes dont les niveaux de vie sont inférieurs à un montant donné du seuil de pauvreté;
- les indicateurs de pauvreté en conditions de vie, qui mesurent l'absence ou la difficulté d'accès à des biens ou à des consommations d'usage ordinaire;
- des indicateurs de pauvreté mesurée par les minima sociaux, qui identifient les personnes bénéficiaires d'une aide dont l'objet est de lutter contre la pauvreté.

Comme on le voit, les termes sont neutres et précis à la fois pour mettre en perspective cette tumeur maligne qu'est la pauvreté. Il serait intéressant de disséquer les différents items ci-dessus, mais nous allons nous centrer sur un seul d'entre eux, la pauvreté monétaire, puisque ce facteur a une incidence directe sur la santé des oubliés de la thune.

Notons qu'en 2005 on dénombrait 7,1 millions de pauvres au seuil de 60 % du niveau de vie médian (817 euros par mois et par personne seule). Autrement dit, pour l'année 2005, 12,1 % de la population vivant en France baignait dans le sale jus de la pauvreté.

Chacun titille les chiffres qu'il peut, ainsi, pendant que des statisticiens ferraillent sur des chiffres qui nous serrent le cœur, la revue *Challenges*, lors de son classement annuel des plus grandes fortunes de France indiquait que la première d'entre elles appartient (sic) à Bernard Arnault, le patron du groupe LVMH. Le barracuda géant qui exerce ses ravages dans l'océan fétide des produits de luxe possède une fortune professionnelle qui se monte à 23 milliards d'euros.

Un vertige fortement teinté de sadomasochisme nous saisit lors de la conversion de cette montagne de fric en revenus de personnes définies comme pauvres selon les critères d'Eurostat (Office statistique des communautés européennes). En effet, le produit des rapines du méga carnassier en question correspond à ce qui permet à environ 2,4 millions de personnes de survivre sur quatre saisons.

Cette sinistre mais édifiante parenthèse refermée, caparaçonnez vos émotions avant que d'aller consulter la santé des plus pauvres. Signalons au préalable que des millions de personnes n'atteignent pas le seuil pourtant misérable de 817 euros par mois.

Les pauvres aux revenus les plus faibles se perçoivent en moins bonne santé que le restant de la population. La subjectivité peut-elle faire bon ménage avec une observation rigoureuse des faits? C'est un oui sans équivoque qui s'impose, surtout quand on découvre que 22 % des pauvres n'ont pas de complémentaire santé contre 7 % du reste de la population.

D'autre part, les dispositifs d'application de la CMU sont discriminants puisqu'un simple dépassement du plafond requis pour l'affiliation suffit pour être privé de cette frêle bouée de sauvetage.

Et c'est ainsi qu'à l'âge de 35 ans un cadre peut espérer vivre encore 46 ans et un ouvrier seulement 39 ans; que, lorsqu'un homme devient chômeur, cinq ans après, il a trois fois plus de risques de décéder qu'un homme actif occupé. Ajoutons que les faibles revenus, l'exclusion sociale, s'ajoutent aux angoisses, à la dépression et freinent le recours au soin des personnes au chômage.

Maintenant, détaillons davantage. 51 % parmi les plus pauvres déclarent au moins une maladie de l'œil et de ses annexes, comme la myopie ou l'hypermétropie, contre 60 % du reste de la population. Le même constat s'applique pour les visites chez les autres médecins spécialistes.

Enfin, sur le plan spécifique de la prévention, les femmes pauvres ne bénéficient que très partiellement des mammographies, ainsi que des frottis gynécologiques, examens de dépistage qui permettent de détecter le cancer du sein dans le premier cas et celui de l'utérus dans l'autre.

Les enfants des pauvres sont-ils mieux lotis que leurs parents? Erreur complète! Les mômes des ménages qui tirent le diable par la queue échappent largement à un suivi en orthodontie (6 % contre 10 % pour les autres enfants). Itou, l'asthme est plus fréquent que dans le reste de la population (6 % contre 4 %).

Non, vous ne lisez ni Dickens, ni Zola, ni London, pas plus que vous ne visionnez *Sicko* le film de Michael Moore, documentaire qui expose à notre regard les abjections faites aux pauvres Américains, puisque ces malheureux, faute de money, sont refoulés par les hôpitaux et/ou rejetés dans le caniveau comme de vulgaires détritus.

La descente aux enfers n'est pas finie. Seriez-vous et pauvre et étranger sans papiers qu'un sort plus funeste encore vous frapperait.

La part des étrangers ayant fréquenté les centres de soins de Médecins du monde entre 1999 et 2004 a augmenté régulièrement. Or 60 % d'entre eux ne possédaient pas de titre de séjour et 30 % étaient demandeurs d'asile. Les durcissements pour obtenir l'AME (aide médicale d'État) retardent l'accès aux soins des plus démunis ici, les en écartent là, ou, bien pire, les exposent aux traitements de choc dispensés par les « infirmiers en bleu » mandatés par Hortefeux, ce pur clone de feu Maurice Papon, l' assassin aux gants blancs.

La France est (encore) un pays qui peut se prévaloir de la possession d'un système de santé globalement performant, voilà qui, sauf à faire preuve d'une mauvaise foi patente, n'est guère contestable. Mais graduellement un scandale prend racine et monte en puissance, puisque le diktat du fric érige des barrières et des chicanes devant toutes les victimes d'une double peine, celle du manque d'argent et celle d'une santé dégradée.

L'hôpital peut beaucoup, c'est certain. Par contre, éradiquer le cancer de la pauvreté n'est pas dans ses moyens, aussi, il nous incombe à tous de devenir rapidement les médecins qui sauront traiter comme il convient les producteurs et diffuseurs des métastases qui nous rongent.

Sami Chemin

Principales sources utilisées pour la rédaction de cet article :

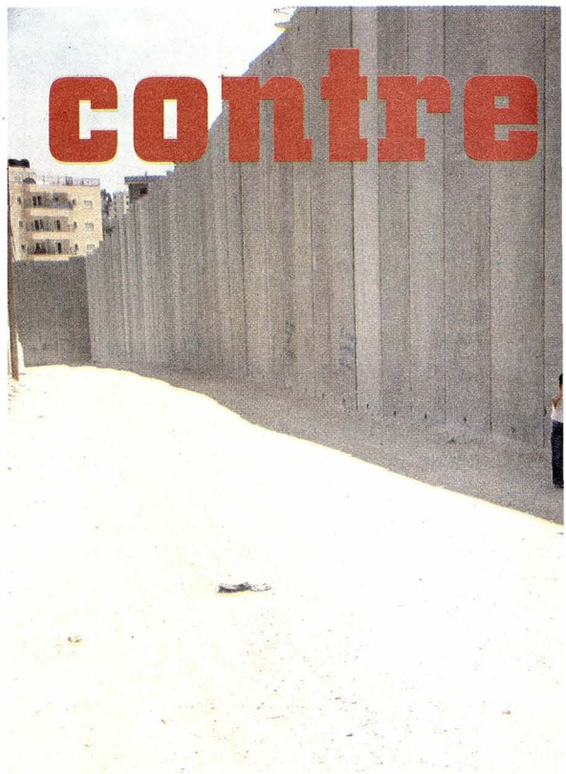
Insee Première n° 1161 – octobre 2007 (rapport de Thibaut de Saint Pol).

Articles numéros 141, 143, 164, 377, 407 de l'Observatoire des inégalités.

Rapport 2005-2006 de l'Observatoire nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Alternatives économiques – hors série n° 70 – 4e trimestre 2006.

Anarchistes contre



Du 23 novembre au 8 décembre deux membres des Anarchistes contre le mur seront en tournée en France. Afin d'informer sur la situation au Proche-Orient et de récolter des fonds pour leur collectif, Guy Davidi et Alexandre Goetschmann projetteront leur film *In Working Progress* dans quatorze villes. Merci de soutenir nos compagnons en assistant à une de leurs projections. Si toutefois vous ne pouvez pas vous rendre à une des soirées prévues, vous pouvez toujours aider ce collectif d'action directe en adressant un chèque de soutien à l'ordre de « Publico – Anarchistes contre le mur » à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 PARIS.

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Guy Davidi et Alexandre Goetschmann

Anarchistes contre le mur et réalisateurs du film In Working Progress *qui sera projeté du 23 novembre au 6 décembre dans plusieurs villes*

Le collectif des Anarchistes contre le mur (Anarchists Against the Wall: AATW) a été formé durant le mois d'avril 2003, suite à un campement de résistance qui se tint aux abords du village de Masra, situé à 6 km de la ligne verte. Sous la pression du chantier du mur confisquant et défigurant ses terres, le comité populaire local du village convoqua Israéliennes et Israéliens à venir se joindre à la lutte contre le plan de ségrégation appliqué en force par leur propre gouvernement.

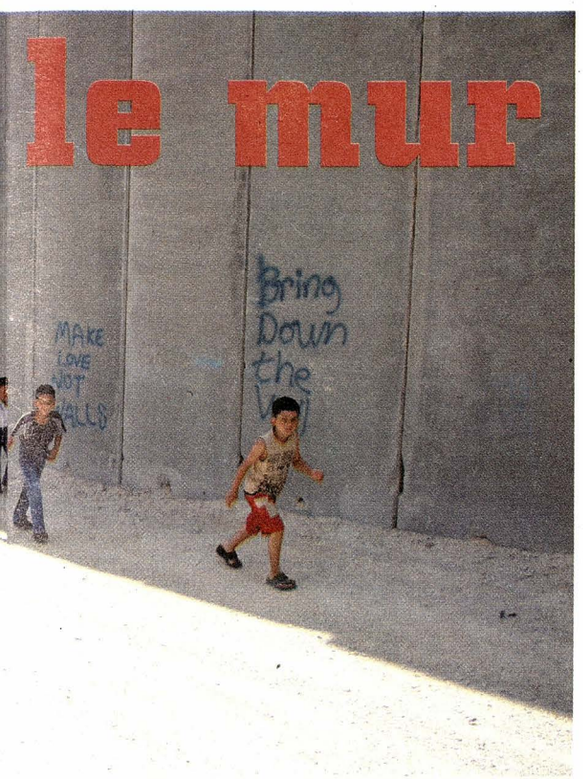
En décembre 2003, à Deir Ballut, village voisin de Masra, un nouveau camp de résistance prit le jour. Une des actions que le collectif des AATW coordonna fut de revenir à Masra pour intervenir directement sur l'élévation de la barrière de séparation, en sectionnant le grillage de son portail principal. Durant cette action, l'armée israélienne utilisa pour la première fois des tirs de vraies balles à bout portant contre le groupe de manifestants. Gil Na'amati, partenaire du collectif des AATW, fut grièvement blessé.

Couverte par la majeure partie des médias israéliens, cette action consolida la cohésion du groupe et frappa la conscience populaire israélienne, indifférente jusqu'alors à la construction du mur.

Année 2004, année du soulèvement

Surnommée Intifada du mur, 2004 fut l'année du soulèvement général sur toute la longueur de la Cisjordanie. La majeure partie des villages affectés par le tracé du mur se révolta et se structura en comités locaux de résistance: Budrus, Deir Qadis, Azawia, Kharbata, Bidu, Beit Surik, Beit Liqia, etc. Chaque jour avaient lieu deux ou trois manifestations. Le collectif des AATW, pris de court, ne pouvait ni suivre ni participer à chacune de ces actions. Les manifestations se déroulaient en semaine, réduisant ainsi la présence du collectif des AATW sur le terrain, alors que l'armée israélienne, ne sachant comment réagir face à ce soulèvement généralisé, intervenait avec violence et brutalité. Tanks, hélicoptères, troupes d'élite pénétraient dans de minuscules agglomérations rurales comme celle de Budrus, village de 1200 habitants.

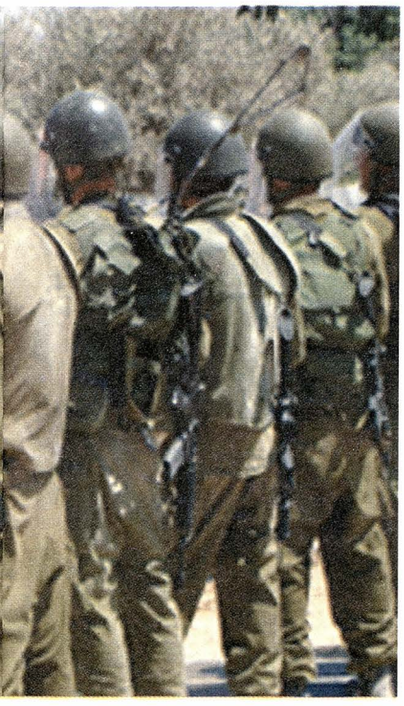
À la suite de ces interventions militaires d'urgence, neuf Palestiniens furent tués durant les manifestations contre l'élévation du mur et chaque jour cinquante à cent Palestiniens furent blessés par balles en caoutchouc et hospitalisés. Cette même année, l'armée cessa de construire le mur sur toute sa longueur, afin de se concentrer particulièrement sur certains



tronçons stratégiques et d'en assurer la finition. En contrepartie du résultat obtenu par le soulèvement populaire palestinien, à savoir un certain ralentissement de la construction du mur, la répression violente de l'armée en affaiblit la motivation et la persévérance. Au creux de cette vague un autre village prit la relève: Bil'in.

En février 2005, Bil'in, réuni par son comité populaire local, commença sa lutte de résistance contre la construction du mur. Bil'in marqua un point de transformation dans la planification et l'organisation des manifestations contre le mur. Les manifestations organisées en fin de semaine, favorisant ainsi la recrudescence de la présence du collectif des AATW ainsi que d'autres mouvements israéliens solidaires de la cause palestinienne, prirent un pli d'ordre symbolique plus que d'action de confrontation directe, jouant ainsi sur le pouvoir de communication des médias. Malgré la permanence de la violence militaire, la présence des médias, d'internationaux et d'Israéliens en limitait les excès qu'on avait connus l'année précédente. La résistance contre la construction du mur put ainsi se déployer à long terme. Chaque vendredi, depuis deux ans et demi, Bil'in tient tête à l'armée israélienne. La relance de Bil'in engagea de nouveaux villages, situés principalement aux abords de Jérusalem et au sud de Bethlehem à prendre part à la lutte: Abud, Beit Sira, Umm Salamuna, El Wallaja, etc.

À l'instar de Budrus, le cas de Bil'in révéla le mensonge du plan de sécurité du gouvernement israélien. Le mur ne sert pas à protéger la population civile israélienne, mais protège les nouveaux terrains illégalement acquis pour agrandir les colonies au sein des territoires occupés. Bien que le tribunal international de La Haye ait condamné l'entreprise du gouvernement israélien, ce dernier poursuit son plan d'apartheid contre la population palestinienne qui consiste à diviser la Cisjordanie en cinq enclaves principales. Par le morcellement de la Cisjordanie et par l'agrandissement de ses colonies existantes, dont la construction du mur n'est qu'une péripétie, le gouvernement israélien tente d'occulter le problème palestinien et d'englober la Cisjordanie dans son patrimoine national.



Chasser la population locale

Le mur n'est que l'un des éléments de la mise en place de l'apartheid, complexe et subtile, faisant intervenir côte à côte le système judiciaire et l'intervention militaire.

La construction du mur touche à son terme. À l'intérieur de la Cisjordanie, si l'on considère une même parcelle de terrain, l'entité palestinienne est totalement retranchée de son propre territoire par l'imperméabilité du réseau des colonies et de son réseau de routes agencé.

Joindre le mouvement de soulèvement populaire palestinien devient une entreprise de plus en plus difficile, alors que nous sommes à l'orée d'une période de calme, annoncée par une série de nouvelles négociations, cachant cependant une prochaine révolte.

Le défi des Anarchistes contre le mur est de maintenir et d'élargir à long terme son réseau de communication et de présence sur le terrain en collaboration avec les divers comités populaires locaux.

Les Anarchistes contre le mur continuent à visiter de nouveaux villages susceptibles de participer à la lutte, maintiennent leur présence durant les diverses manifestations organisées par les comités populaires locaux, programment de nouvelles actions directes visant à enrayer le mécanisme du mur. En effet, le mur est un machin qui nécessite une surveillance ainsi qu'un entretien permanent. À long terme, les coûts excessifs de réparation, d'entretien et de surveillance pourraient invalider le projet du mur.

Afin de rendre efficace son action, le collectif Anarchistes contre le mur appelle à un soutien financier afin de pourvoir principalement:

- aux coûts de représentation légale qui s'élèvent à 30 000 euros par an ;
- aux coûts de transport qui s'élèvent à 3 600 euros par an ;
- aux coûts de matériel qui s'élèvent à 3 000 euros par an.

G. D. et A. G.

Dates et lieux des projections de *In Working Progress*:

23 novembre – La Courneuve, salle des fêtes de la mairie.

24 novembre – Paris VI, 15 h 30, Les 3 Luxembourg.

26 novembre – Paris 11e, 19 h 30, l'Ageca.

27 novembre – Orléans, 20 h 30 au Chiendent.

28 novembre – Chalon-sur-Saône, heure et lieu à confirmer (voir l'agenda).

28 novembre – Caen, 20 h 30, amphi Tocqueville, campus 1, université de Caen.

29 novembre – Rennes, 20 heures, maison de quartier Villejean.

29 novembre – Dijon, 19 h 30, maison des associations.

30 novembre – Bordeaux, 20 heures, maison communale.

30 novembre – Besançon, 20 h 30, L'Autodidacte.

1er décembre – Offenburg (Allemagne), 19 heures, Freie Schule Spatz.

2 décembre – Marseille, 18 heures, Mille Bâbords.

4 décembre – Lyon, heure et lieu à confirmer

5 décembre – Grenoble, 20 heures, local autogéré.

6 décembre – Chambéry, 20 heures, maison des associations.

8 décembre – Guy Davidi sera l'invité de Philippe sur Radio Libertaire de 10 heures à 11 h 30.

Oui à l'inné, non à l'innéisme

François Sébastianoff

Parmi nos moyens de lutte, il y a nos idées. Important, les idées, surtout les plus générales ! Elles sont comme l'air qu'on respire : on le voit pas, et, s'il est pollué, on en crève. Nous avons donc intérêt à veiller sur la solidité de notre idéologie[1], par exemple à propos de l'inné, spécialement à propos du mythe Chomsky[2].

L'inné, c'est ce que nous sommes en naissant, la couleur de nos cheveux, etc., tout notre organisme, y compris notre cerveau, en un mot ce qui est déterminé par notre bagage génétique. Pas question de nier l'existence de l'inné, du moins une fois qu'elle a été constatée. Reste à ne pas prendre pour de l'inné ce qui est acquis, c'est-à-dire notamment ce qui résulte d'échanges avec le milieu social.

Une masse de publications, scientifiques ou prétendues telles, plus impressionnantes par leur nombre que par leur qualité, se réclame du courant « innéiste », très développé aux États-Unis. Elles prétendent expliquer nos façons de penser, nos représentations, nos croyances, nos points de vue… par l'existence, dans notre cerveau, de « prédispositions » innées, qui seraient des structures cognitives universelles. Je discuterai quelques exemples, pris dans trois domaines : les langues, les croyances religieuses et les comportements relatifs à la domination.

Pour sa « grammaire générative », Chomsky est parti de l'idée que toutes les langues auraient la même structure syntaxique profonde, innée. Or « le bilan de ces travaux est assez négatif »[3]. Il s'agit seulement d'une hypothèse lourde, non confirmée par « l'épreuve de la réalité »[4] ; la présenter comme scientifiquement confirmée relève de l'imposture.

Pour expliquer comment les enfants apprennent les langues, il est plus productif de faire intervenir d'abord les interactions adultes enfants et interenfants, « facteurs multiples et interdépendants », principalement sociaux. D'autre part, en ce qui concerne les adultes, l'innéisme ne rend pas compte du fait que le sens même des mots peut être objet de lutte sociale. Nous en savons quelque chose avec le mot anarchie (« le désordre » ou « l'ordre sans la domination » ?). De même pour le sens de mots comme violence (pas le même selon qu'on est dominant ou dominé), non-violence, communication, démocratie, état, justice, liberté, etc. Bref, les langues ne sont pas des combinatoires abstraites. Cette idée de Chomsky est typiquement un fruit de « l'illusion scholastique » dénoncée par Bourdieu.

Pour rendre compte de la diffusion des diverses croyances religieuses, Pascal Boyer (*La Religion comme phénomène naturel*, 1997 ; *Et l'homme créa les dieux*, 2001) pose que ces représentations sociales ont en commun d'être « séduisantes » pour l'esprit humain, doté avant sa naissance de propriétés cognitives universelles et naturelles, prédispositions indépendantes des contextes culturels dans lesquels il fonctionne. Selon Boyer, comme le dit Bernard Lahire (*l'Esprit sociologique*, 2005, p. 287), « la vie des représentations est une vie naturelle, purement cognitive, qui ne fait intervenir quasiment aucune donnée extérieure au fonctionnement du cerveau ». N'ont aucune influence sur cette vie « les rapports de force ou de domination (politiques, militaires, économiques ou culturels) entre groupes, la force et le degré d'extension des institutions ou des instruments de diffusion ou d'inculcation. Le cognitif et les représentations évoluent hors de toute configuration politique ». Notre expérience quotidienne et les acquis de la sociologie critique concernant les interactions sociales sont largement ignorés.

Et les comportements de domination, de soumission ou de révolte ? Chomsky prétend que « la contribution des sciences sur ce sujet reste très mince » (p. 35 de l'ouvrage cité à la note 2). Pour lui, il faut avant tout fonder une « théorie humanitaire » sur l'essence de la nature humaine. De cette essence il tire l'existence des « qualités fondamentales de la nature humaine » : solidarité, sympathie, créativité, raison, bon sens, etc. (optimisme américain oblige) ; il conclut même que les organisations humaines encourageant la violence sont des « pathologies graves » (p. 36), sans voir que la référence à une notion aussi arbitraire et élastique que « la nature humaine » peut justifier la « chasse aux déviants ». Le même risque est impliqué par le « programme de naturalisation » envisagé par Marc Jeannerod, qui se réfère à l'innéisme de Chomsky (dans *Pour la science*, nov. 2007).

Quand Foucault (p. 297 et suiv.) constate que nous vivons dans une dictature de classe, quand il en démasque les « points d'appuis » (l'exploitation économique, les violences visibles, mais aussi

invisibles, institutionnelles: famille, école, université, psychiatrie...), quand il rappelle que, dans la réalité, la notion de justice est revendiquée à la fois par les opprimés et par les oppresseurs, Chomsky, lui, se réfère à une « vraie » justice, fondée sur la « base absolue » des « qualités humaines fondamentales ». Avec les « prédispositions naturelles » innées, il n'a pas quitté l'arbitraire métaphysique des « essences », des « facultés », des « Valeurs » (« la » Justice, « la » Liberté, « la » Démocratie, etc.). Il tend à confondre constats et hypothèses, jugements de réalité et jugements de valeur, point de vue descriptif et point de vue prescriptif.

Reste, en deçà de toute querelle théorique, la question pratique, majeure, incontournable: faut-il utiliser la violence pour lutter contre la domination? Foucault n'y voit pas d'objection quand il s'agit pour le prolétariat de prendre le pouvoir (p. 302), Chomsky se résigne à admettre des exceptions dans certaines « circonstances » (p. 303). Pour sortir de la spirale de la violence et de la contre-violence, ni l'un ni l'autre n'envisage ce qui est peut-être la solution la plus « réaliste »: travailler à faire coïncider les moyens avec la fin, agir pour que les adultes soient de plus en plus nombreux, dans tous les pays, à changer de comportement, en particulier à éduquer leurs enfants à lutter, par la non-violence collective associée à l'objectivité, contre toute domination... Irréalisable? Qui sait? Il est peu probable que nous soyons « libres », même partiellement, mais nous sommes partiellement imprévisibles.

En tout cas, pour expliquer nos comportements et nos représentations, l'objectivité veut qu'au lieu de partir d'a priori sur les « prédispositions naturelles » on s'appuie sur ce que nous savons des « dispositions sociales », constatables et socialement déterminées. Comme tous les autres savoirs, ceux que fournit la sociologie critique en continuité avec la neuroscience ne sont probablement que de modestes moyens de prévision, sans portée ontologique assurée. Mais ils sont notre seule arme intellectuelle pour lutter. F. S.

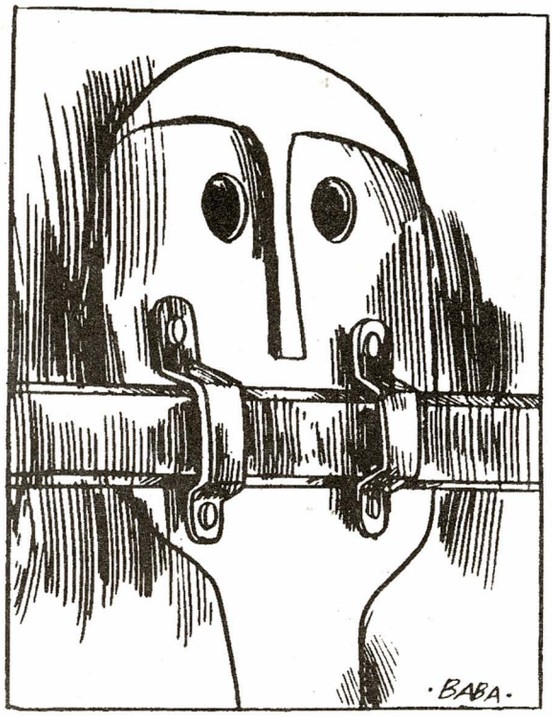
1. Au sens objectif (« Ensemble d'idées propre à un groupe social »), sens relativisant, et non au sens péjoratif (« Ensemble d'idées creuses »), sens habituel dans les médias et caractéristique de ceux qui fonctionnent en mode « Y a moi et les cons ».

2. Renforcé, en dépit de quelques critiques, par Jean Bricmont et Julie Franck, *Chomsky*, Les cahiers de l'Herne, 2007, et célébré par *le Monde diplomatique* d'août 2007.

3. Oswald Ducrot et Jean-Marie Schaeffer, *Nouveau Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Seuil 1995, p. 127.

4. Exigence formulée sous le nom de « règle 2 » dans: François Sébastianoff, *les Règles générales de l'objectivité*, site http://www.anarchismenonviolence2.org

Le roman, dernier espace de liberté ?



Jean-Jacques Reboux*

Quelques mois après la retentissante affaire des « caricatures de Mahomet » où l'on a vu les intégristes islamistes se casser les dents sur l'hebdomadaire *Charlie-Hebdo*, une autre affaire de diffamation défraie la chronique, beaucoup moins médiatique mais tout aussi symptomatique de l'esprit d'inquisition qui se répand. Une jeune maison d'édition, Après la Lune, subit les foudres de l'Opus Dei, organisation octogénaire dont le fondateur, José Maria Escriva de Balaguer, prêtre catholique, fut canonisé en 1992 par Jean-Paul II.

De quoi s'agit-il? Au départ, un roman, *Camino 999*. Comme tous les romans, *Camino 999* est une fiction. Qu'est-ce qu'une fiction? Un fait inventé, une création de l'imagination, en littérature, bref, le contraire de la réalité. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le Robert. Dans l'affaire qui nous occupe, sur laquelle nous ne saurions nous appesantir car une action de justice est en cours, la Prélature de l'Opus Dei, soucieuse de défendre son honneur, invoque la notion de « fiction journalistique », inconnue jusqu'ici au bataillon des effets de manche. Ce barbarisme prêterait à rire si l'on se trouvait dans les pages d'un roman. Mais l'accusation en question s'ancre dans une réalité bien palpable. Celles des espèces sonnantes et trébuchantes. Et donc de la censure par l'argent. 30 000 euros de dommages et intérêts pour laver l'affront d'une diffamation sur laquelle la justice aura à trancher le 7 novembre 2007. Là, on ne rigole plus...

L'Opus Dei aurait pu demander l'euro symbolique; elle en réclame 30 000. Le message est clair: « Mesdames, messieurs les écrivains, tournez votre souris sept fois dans votre disque dur avant d'écrire, pesez non seulement vos mots, mais aussi vos sujets, nous vous avons à l'œil, et nous avons les moyens. Vous, non. »

Pourquoi cette plainte? On pourrait gloser en affirmant qu'à l'origine de cette affaire se trouve une autre histoire de chiffres. 999 comme *Camino 999*, le titre du roman incriminé. 999 comme les 999 aphorismes philosophico-religieux de l'œuvre fondatrice d'Escriva de Balaguer, *Le Chemin* (*El Camino* en espagnol). Le crime de l'auteure du livre, Catherine Fradier, pourrait trouver sa source dans cette irrévérence subliminale. Peu importe que ce livre soit une fiction, racontant une histoire inventée de A jusqu'à Z.

La censure a changé de nature. Elle n'apparaît plus sous la forme d'une créature étatique munie de longs ciseaux ou d'une mise à l'index religieuse, elle a pris d'autres formes, plus pernicieuses mais tout aussi efficaces. Celle de l'argent. Un autre Robert, Denis Robert, journaliste, courageux auteur d'enquêtes sur la nébuleuse Clearstream, en sait quelque chose,

qui collectionne le papier bleu et les visites d'huissier par dizaines, et qui, défendant le dessinateur Placid attaqué par le ministre de l'Intérieur (socialiste) Daniel Vaillant pour avoir diffamé les forces de l'ordre en affublant un policier d'un museau de cochon, écrivait ceci : « La vraie censure est en marche. Elle est perfide, efficace et économique. Elle défend l'honneur des multinationales, des vedettes du foot ou du show-biz et des premiers ministres. Elle s'attaque aux petits éditeurs, aux dessinateurs sans ressources. » C'est exactement le cas d'Après la Lune, puissance économique si discrète qu'il lui a fallu lancer une souscription pour assumer les frais de sa défense.

Bien entendu, les colossaux enjeux financiers dénoncés par Denis Robert n'ont rien de commun avec l'honneur de l'Opus Dei, dont on se demande encore quelle mouche l'a piquée de nous intenter ce procès – alors que la parution du Da Vinci Code n'avait soulevé de sa part que protestations de bon aloi, et une opération de marketing ma foi fort joliment troussée. Cela dit, contrairement à Denis Robert, victime d'un effrayant rouleau compresseur, nous aurions tort de nous plaindre ; les préoccupations de la Prélature ne sont, en effet, pas exemptes de louables intentions, comme en atteste son porte-parole : « Nous ne demandons en aucune manière que le livre soit interdit ou censuré, mais seulement que les passages diffamatoires soient jugés tels par l'autorité compétente. Les lecteurs de Catherine Fradier y gagneront, car ils pourront bénéficier à la fois d'une œuvre littéraire et d'une information authentique sanctionnée par l'autorité judiciaire. » Peu importe que les passages prétendument diffamatoires ne soient même pas cités dans l'assignation… Là encore, la justice tranchera…

On voit bien où ce genre de manœuvre dilatoire peut mener : un assèchement, un rétrécissement de la chose littéraire – rétrécissement déjà bien entamé, il est vrai, dans une certaine frange de la littérature française, pour qui l'ombilic tient lieu d'organe du souffle –, avec, au bout du compte, une littérature aux ordres, servile, hygiéniste et mortifère…

Nous n'en sommes certes pas là, et il est permis d'espérer que l'une des fonctions essentielles du roman restera cette nécessité organique de dire le monde, que ne remplissent plus les médias, censurés par les grands groupes liés aux dirigeants politiques, les Berlusconi, Murdoch, Lagardère, etc.

Alors que les journalistes sont muselés par les médias qui les rétribuent, les exactions des multinationales en Afrique ont été dénoncées par John Le Carré dans *la Constance du jardinier*, et c'est encore dans l'œuvre de cet écrivain que l'on trouve la dénonciation la plus implacable de la manipulation des médias par l'administration Bush et le gouvernement Blair, notamment dans *Une amitié absolue*. En France, c'est encore une fiction, *Meurtres pour mémoire*, de Didier Daeninckx, qui révélera au grand public (en 1984) la répression féroce des manifestations d'Algériens du 17 octobre 1961.

Les exemples pourraient être répétés à l'infini, et l'on imagine quelle pourrait être l'ampleur de la tâche – passionnante – dans un pays où le président en exercice aurait la haute main à la fois sur les affaires d'État et sur un grand nombre de médias censés les chroniquer ; dans un pays où un petit Bonaparte hâbleur, vétilleux, vindicatif, démagogue, sans scrupules et sans culture (sauf physique), névrosé par une soif incontinente de pouvoir absolu, idolâtrerait le pognon-roi, l'argent fastoche, tout en vouant aux gémonies les chômeurs, les improductifs – ceux que du temps de son papa spirituel on appelait « la République des paresseux » – et tous ceux qui n'auraient tout simplement aucune envie de travailler plus pour gagner plus, mais seulement de gagner plus pour vivre mieux !

Le roman, dernier espace de liberté ? Chiche ! Qui le premier se frottera au roman psychanalytique (par exemple) de cet individu qui fait honte à une bonne moitié des Français – dont 99,9 % de mes amis –, avec ses allures de cow-boy-Duracell-qui-ne-fume-pas, ses joggings exhibitionnistes, ses castings de république bananière ? Serait-il censuré, celui (celle) qui écrirait ce livre ? Et par qui ? Les éditeurs ? La presse ? Les circuits de distribution ? Les libraires ? Allez savoir…

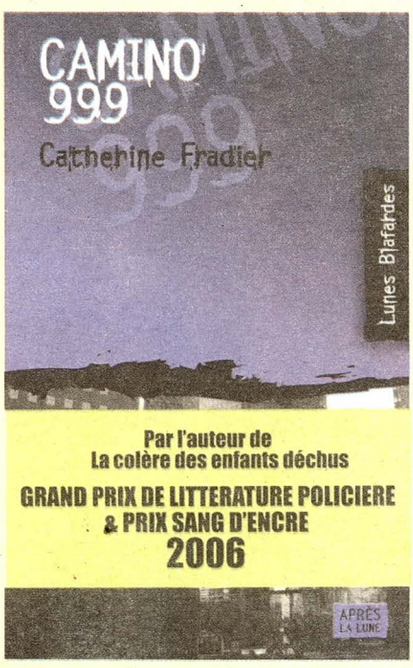
Le roman, dernier espace de liberté ? Mais jusqu'à quand ? Plus que jamais, tout comme la liberté d'informer, la liberté de créer, d'imaginer, l'exercice de la fiction sont mis en danger – l'asphyxie économique des petites maisons d'édition indépendantes n'y est pas étrangère. C'est aussi l'un des enjeux de ce procès. Par-delà le couperet économique qui pourrait expédier Après la Lune dans un trou noir définitif se pose la question de l'irréductible pugnacité des écrivains – et de tous les êtres humains – à être sans cesse en éveil, en mouvement, à défendre leur liberté, liberté, libertés chéries, toutes les libertés. Celles de penser, de vivre, de se battre, de se nourrir, de se loger, d'accueillir des étrangers sans leur râcler la langue à la cuillère pour recueillir leur ADN, de s'enrager, de se rebeller, de se défendre contre des ennemis chaque jour plus puissants et plus perfectionnés, contre toutes les censures, ces sangsues.

Et aussi, contre un mal plus subtil et néfaste, et difficile à circonscrire : l'intolérance. J.-J. R.

---

* Jean-Jacques Reboux, éditeur, écrivain, directeur des éditions Après la Lune.

Derniers livres parus : *De Gaulle, Van Gogh, ma femme et moi* et *Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy, ministre des libertés policières*.



Camino 999 de Catherine Fradier, ainsi que *De Gaulle, Van Gogh, ma femme et moi* et *Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy, ministre des libertés policières* de Jean-Jacques Reboux sont disponibles à la Librairie du Monde libertaire (Publico), au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La vraie révolution « cubiste »

Mandoline et guitare

Gilles Bounoure

Alors, « Picasso anarchiste », durant ses années « cubistes »? On l'a soutenu bien avant ces « révélations » policières, et avec de meilleurs arguments

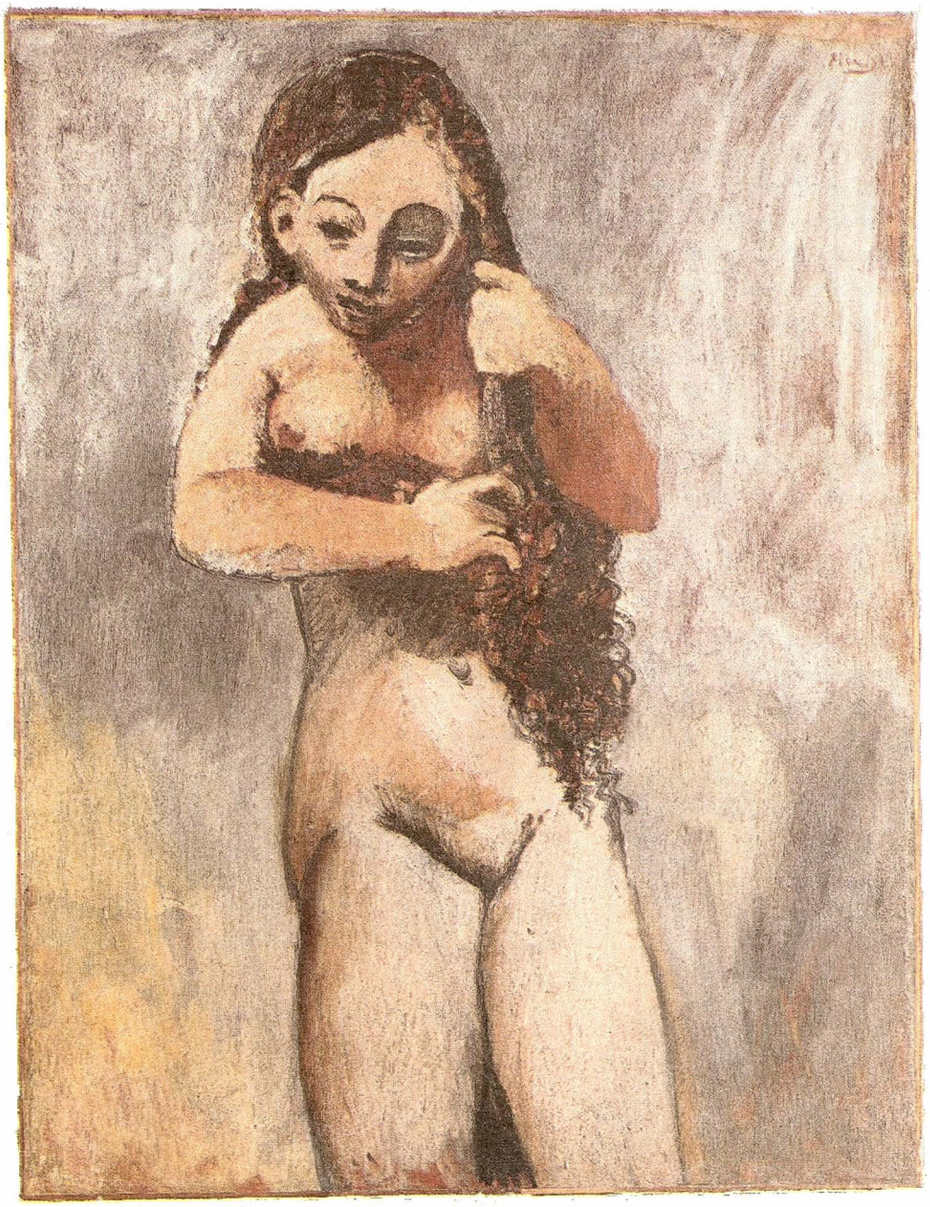
AVANT DES TRAVAUX entraînant sa fermeture d'octobre 2008 à la fin 2010, le musée Picasso présente jusqu'au 7 janvier 2008, dans ses murs parisiens de l'Hôtel Salé, la première grande exposition jamais consacrée à ce qu'il est convenu d'appeler la période « cubiste » de l'artiste. À côté d'œuvres largement connues ou même emblématiques mais toujours meilleures à voir « en peinture » qu'en reproduction, le musée a puisé dans ses collections un nombre impressionnant d'objets, de documents et d'esquisses rétablissant quelques vérités sur le « cubisme », l'atelier « laboratoire » qui lui a donné le jour, et le sens d'une révolution qui n'était pas qu'« artistique ».

Beaucoup de confusion entoure encore ce qu'on nomme le « cubisme », aussi bien que la personnalité et l'œuvre de Picasso. Ainsi, pour dissiper l'image du prix Lénine (ex-Staline) pour la paix 1962 — pourtant dénoncé par la Pravda comme « représentant typique de la décadence et du cosmopolitisme des intellectuels » et interdit d'exposition en URSS jusqu'à la mort de Staline -, on a fait valoir, d'après des archives policières françaises restituées en 2000 par les autorités russes, l'image d'un Picasso suivi, fiché et « considéré comme anarchiste » dès son installation à Paris en 1901, au point de se voir refuser toute demande de naturalisation jusqu'en 1940. Il est significatif que ce soit l'ancien patron stalinien des Lettres françaises, Pierre Daix, désormais « picassologue », qui ait cru bon d'exploiter ces *Dossiers de la Préfecture de police 1901-1940* dans un ouvrage du même titre édité en 2003

C'est ce qui conduisait récemment La Croix (22 octobre 2007), traitant de cette même exposition « Picasso cubiste », à titrer « Quand Picasso jouait avec la dynamite », pour insister ensuite sur « le dynamitage du réel par un Picasso aux sympathies anarchistes »! Inutile de réviser la chronologie des attentats révolutionnaires pour reconnaître dans cette « image d'Épinal » la même niaiserie égarante que dans celle d'un Picasso peintre communiste officiel. Quant à chercher dans les rapports de mouchards des éléments de critique d'art... « c'est un choix », comme on dit. Seul détail réjouissant de ces archives policières, après le premier « signalement », il fallut quatre ans aux « bourriques » pour retrouver la trace du peintre qui vivait à Paris sans se cacher, et commençait même à vendre des tableaux dans son atelier montmartrois du Bateau-Lavoir : « Belle Époque » à ce petit égard.

« Il faut voir le travail », tel est le mot d'ordre et l'excellent principe de cette exposition, emprunté au premier vrai critique du peintre, Apollinaire, qui écrivait aussi à son sujet, en 1912 :

« Il me suffit, à moi, de voir le travail, il faut qu'on voie le travail, c'est par la quantité de travail fournie par l'artiste que l'on mesure la valeur d'une œuvre d'art. » Un travail impitoyablement iconoclaste, du plus cultivé et habile en techniques classiques des peintres de son temps, mais dégagé de sa propre période « sentimentale » et désormais résolu à en découdre « comme un chirurgien dissèque un cadavre » avec un Cézanne, un Matisse, un Greco, tous leurs suiveurs, ou dans une émulation plus joueuse, avec ses amis Braque et Derain. Par tous les moyens, bouts de carton ou de tôle, papiers déchirés ou Ripolin brut de pot. « Auparavant » déclarait Picasso en 1935, « un tableau était une somme d'additions. Chez moi, le tableau est une somme de destructions. »



La toilette

L'exposition suggère largement comment cela a commencé et n'a cessé de s'amplifier entre 1906 et 1924.

Mais le « cubisme orphique » ou « lyrique » de Picasso, distingué en ces termes par Apollinaire du « cubisme scientifique » d'où devaient sortir des « manières » et des carrières picturales de l'académisme le plus consternant, était non moins créateur que destructeur. « Les principes d'un nouveau mode de représentation une fois établis », écrira plus tard Breton, « Il a été le seul à les transcender, sa complexion le dissuadant de les tenir à l'abri des violentes pulsions passionnelles que pouvait connaître sa vie. À ce seul titre, le suffrage des poètes lui eût été, lui restera acquis. Très vite chez lui, la rigide charpente du cubisme dit « analytique» est apparue secouée de grands vents et hantée [...]. La figuration, en ce qu'elle pouvait avoir de caduc, même s'il ne s'agissait que de la renouveler, s'est trouvée là bouleversée, révolutionnée de fond en comble. Opération titanesque, à coup sûr. »

« La grande révolution des arts qu'il a accomplie presque seul » écrivait encore Apollinaire de Picasso, « c'est que le monde est sa nouvelle représentation. Énorme flamme. » Et cinq ans plus tard, en 1917 : « Il en est résulté [...] une sorte de sur-réalisme où je vois le point de départ d'une série de manifestations de cet esprit nouveau qui [...] se promet de modifier de fond en comble les arts et les mœurs dans l'allégresse universelle. » Aussi faisait-il partir du Picasso des années 1906 et suivantes « le grand mouvement surréaliste auquel ressortit en peinture le cubisme, mouvement qui a déjà si profondément modifié les arts et qui est en train de modifier brutalement les mœurs et les institutions. » « Cette tâche surréaliste que Picasso a accomplie en peinture », et qu'Apollinaire fut empêché par la mort, en 1918, de poursuivre « dans les lettres et dans les âmes », il reviendrait à Breton et à ses compagnons – dont Picasso, jusqu'au milieu des années 1930 – d'en reprendre et d'en amplifier les ambitions, désormais étendues à tous les domaines de la vie individuelle et sociale, et restées depuis lors d'une impérieuse actualité.

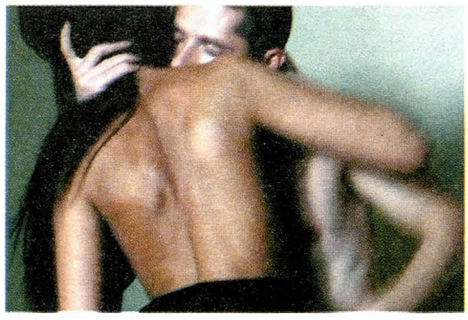
Alors, « Picasso anarchiste », durant ses années « cubistes »? On l'a soutenu bien avant ces « révélations » policières, et avec de meilleurs arguments (Patricia D. Leighten, *Re-ordering the Universe : Picasso and Anarchism, 1897-1914*, Princeton 1989). Mais on le savait déjà, sans démonstrations universitaires ni considérations sur la postérité de ce Picasso-là, Duchamp (en finir avec l'art et à la « bêtise rétinienne » des « intoxiqués de la térébenthine ») Picabia (« Prenez garde à la peinture »), Miró (« détruire tout ce qui existe en peinture »), Ernst (« aller au-delà de la peinture »), etc. Il suffisait et suffit encore à tous d'aller « voir le travail » et admirer le beau saccage.

G. B.

La part animale de Sébastien Jaudeau

Un homme perdu de Danielle Arbid

La part animale de Sébastien Jaudeau. UN FILM D'ODEURS, de sensations, loin de la guimauve et de la bienséance de certains films français, le titre du film correspond à son architecture, ce qui est conté s'attaque à son sujet, « la part animale », par différentes lignes de force. Ainsi les cendres de la boulangère peuvent garnir des petits pains, répéter et rendre hommage à un geste de travail, tout en suggérant qu'en mangeant ce petit pain, quelque chose d'elle va peut-être éclore ou perdurer dans un autre corps. Le lien entre ce geste de métier et celui qui le répète est affectif, instinctif, jamais explicatif. Spectateur attentif et intelligent de ce qui est proposé à notre regard, on se souvient alors que la boulangère mettait des graines de pavot sur ses petits pains avant d'enfourner. Ainsi l'invisible produit quelque chose de visible et de lisible. On nous parle sentiment sans prononcer un mot. Dans ce film, des couples se débattent dans des problèmes de travail et d'amour: mais rien n'est jamais convenu dans l'évocation de leurs tourments. Travailler avec des bêtes – ici, un élevage de dindons aux couleurs psychédéliques -, ne nourrit pas forcément notre intérêt pour ces bestioles ni pour les problèmes qu'ils créent aux humains. Mais la mise en scène de Sébastien Jaudeau, sa façon de nous parler par des plans interposés, font que toutes ces interrogations deviennent existentielles, même pour nous. Comme en philosophie, nous sommes dans un film qui fourmille de questions: à nous de réfléchir aux réponses. Le film est dans la suggestion, dans la compréhension de l'humain dans ses manifestations les plus étranges, les plus fantastiques même. Il possède une telle force d'évocation que nous sentons l'odeur de cet élevage, une odeur âcre, insupportable qui retourne l'estomac et à laquelle on voudrait échapper. S'enfuir, s'échapper, les femmes du film (Rachida Brakni, Anne Alvaro) incarnent ce désir, pratiquent la fuite en avant avec plus ou moins de bonheur. Un homme s'arrache ses vêtements, saute dans une eau qu'on devine glaciale, se déploie, nu, dans l'élément de sa naissance, le liquide magique fondateur. La beauté comme seule nécessité, la générosité amoureuse comme seul élan véritable, cet homme sensuel (Sava Lolov) porte le film à son sommet de dépouillement. Film réflexion sur les sensations qui lient, il illustre parfaitement cette pensée de Clarice Lispector « L'amour c'est l'enfer, le sexe n'est qu'une crainte d'enfant »



Un homme perdu de Danielle Arbid INFLUENCÉE PAR LE TRAVAIL du photographe Antoine d'Agata (consultant sur le projet) et l'écrivain William Vollmann, Danielle Arbid se lance dans un projet ambitieux: filmer la vie frénétique d'un photographe (français) qui ne s'intéresse qu'à l'instant où la fatigue accumulée a transformé sa perception et lui fait faire des photos dans un état second, au moment où il est en pilotage automatique et qu'il mitraille ses proies. Car c'est bien d'un prédateur qu'il s'agit. Homme qui cherche la rencontre avec des femmes dans des pays où les seules femmes qu'on peut rencontrer sont des prostituées. Melvil Poupaud malgré son crâne rasé et ses gestes provocants n'a pas toujours l'envergure du personnage, mais il se bat vaillamment pour être Thomas Koré, le photographe. Le registre où il réussit est d'incarner cette perversion propre aux gens qui se croient au-dessus de tout, en dehors de tout et qui ont l'argent nécessaire pour le faire. On est loin du registre du premier long-métrage de fiction de Danielle Arbid *Dans les champs de bataille* où la trahison et le mensonge deviennent les moyens nécessaires pour fuir et assouvir par la suite sa vengeance. Ici l'évocation de l'Orient est débarrassée de toutes les lamentations de femmes et des pleurs de l'innocence outragée. Nous sommes dans un registre que la réalisatrice veut au-dessus de la morale, mais le réel l'attrape souvent pour dévoiler quelque chose de plus profond et de moins convenue. Pour exemple, au début du film, elle sait créer une séquence où l'érotisme et le désir sont poignants. Dans un taxi collectif, un homme surgit de nulle part (Alexander Siddig est Fouad Saleh) l'archétype de l'homme amnésique revenu de toutes les guerres civiles, pose sa main sur le genou d'une femme en tchador mais dont nous avons vu le visage qui est d'une grande beauté. Ce geste et leurs regards valent tout ce qui va venir après et expriment, dans l'expression du désir, ce miracle qui se produit si rarement et qui fait ici comme ailleurs le prix de la vie. Alors le sexe, cet enfer achetable qui ne comblera jamais – malgré ou à cause des images esthétisantes- le vide du personnage, est beaucoup moins excitant à mes yeux. La rencontre des deux hommes dramatise et scénarise le film, mais casse cette forte promesse érotique du début.

Heike Hurst

Faits d'hiver

« Choisir » de mourir dans la rue !

Ce 8 novembre 2007, à La Rochelle, rue du Palais, Marie-Ange est morte. Elle avait 55 ans. Et ça faisait 15 ans qu'elle vivait là, dans la rue! Le journal *Sud-Ouest*, dont la devise est « Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres », a osé consacrer une de ses précieuses pages (du point de vue de sa capacité à asseoir son emprise sur la disponibilité des cerveaux des manants à acheter...) à l'événement sous le titre « Elle avait choisi la rue ».

Ainsi, donc, en France, en 2007, dans une des plus grandes puissances économiques du monde, on « choisirait » de passer 15 ans dans la rue et d'y mourir!

Ben, tiens!

Oh, c'est vrai, le SAMU, les services sociaux et même un certain nombre de « braves gens » ont souvent proposé à Marie-Ange un peu de chaud, un peu de « remise en état » et même un peu de gentillesse. Et, c'est vrai que Marie-Ange a toujours renâclé à être assistée!

Mais peut-on, pour autant, parler, pour Marie-Ange et tous les naufragés de la vie, de choix de la rue?

Choisirait-on d'être chômdu, rémiste, précaire, travailleur pauvre, surendetté, affamé, mendigot, clodo, sale, puant, édenté, poivrot, sans espoir, seul...?

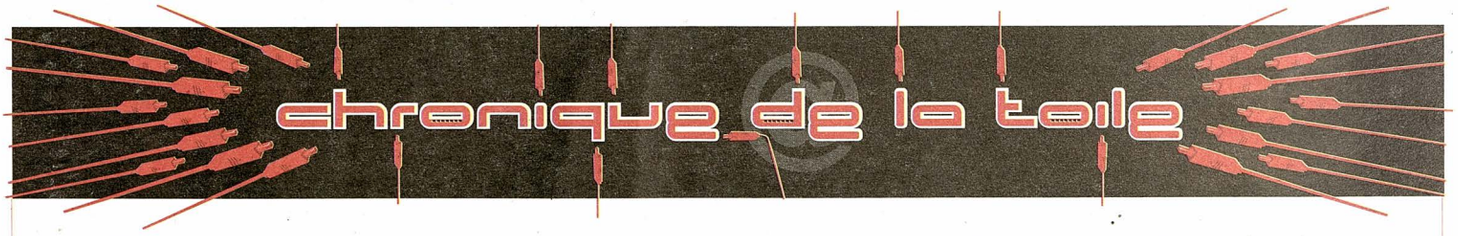
Enfoirés de capitalistes et de bourgeois de merde qui éjaculaient la misère des autres à tous vents, pauvres cons de gentils chiens policiers ou de compagnie de ce système de merde, vous tous et toutes qui promenez vos bedaines, avec vos estomacs qui vous mangent le cœur, sur les Ramblas de l'arrogance des Maîtres du Monde du moment, craignez ce jour où les miséreux se penseront comme multitude!

Craignez ce jour où les miséreux, conscients de leur nombre, unis, par delà leurs diversités, solidaires dans la misère et fédérés dans l'espoir d'un autre monde de liberté, d'égalité et d'entraide, ne « choisiront » plus de mourir dans la rue mais d'y lutter!

Ce jour là, quand vous serez pendus haut et court, arrimés à des crocs de bouchers, quand vos têtes seront promenées au bout de piques..., le *Monde Libertaire* titrera: « « Choisir» de mourir dans la rue! ».

Ce jour est proche!

Jean-Marc Raynaud



Albert Camus, vous le connaissez depuis les années de lycée. Dans ma mémoire il est celui dont on disait « qu'il valait mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Camus ». Si vous voulez savoir pourquoi on disait cela, il faut aller sur le site de la Presse Anarchiste et lire Témoins. C'est une revue suisse (1953-1967), anarchiste, créée par un insoumis de la guerre de 14-18. On y trouve plein de textes de Camus et un numéro spécial édité après sa mort, absolument étonnant. Si les relations entre Camus et les anarchistes vous intéressent, il y a deux articles à lire, l'un sur le site Anarchisme et Non-violence2, écrit par un compagnon allemand et un autre sur Raforum.info.

Passons à autre chose : « Nous sommes engagés car nous refusons toute pensée unique. Nous refusons la pauvreté de la pensée comme la pauvreté des vies qui nous obligent à ne plus avoir comme horizon que la simple consommation de marchandises. » C'est le début d'une réflexion très intéressante menée à l'occasion du Festival du film engagé. C'est sur le Blog de Jean-Luc Galvan.

Voici deux extraits des notices biographiques du Dictionnaire des militants anarchistes : « Après un meeting de Louise Michel, Hensy avait été mêlé à une bagarre et avait tiré sur ses poursuivants sans causer de victimes. Arrêté il était aussitôt expulsé ». « Étudiant en médecine et militant anarchiste bulgare, Tassé Andonov Doïtchinov était interné en 1948 au camp de concentration de Cuciyan par les communistes. C'est lui qui lorsqu'il travaillait à l'hôpital de Vevey, avait mis en contact des compagnons français avec l'urologue de l'hôpital qui faisait des vasectomies ». Ce dictionnaire, avec aujourd'hui plus de 2600 de ces notices, ravive dans nos mémoires le souvenir des compagnes et compagnons qui nous ont précédés.

Le 30 novembre à l'Université de Lausanne aura lieu un colloque sur le thème « Violence et Révolution au XXe siècle ». « Il vise précisément à remettre ces questions au centre du débat en partant des processus révolutionnaires qui ont jalonné le XXe siècle. » Son programme détaillé est très alléchant. On y apprend que les anarchistes seront représentés par Marianne Enckell du CIRA.

Bon surf et bonne lecture.

L'araignée.

Les liens sont sur araignee.plusloin.org

Serge Utgé-Royo à l'Européen

Notre compagnon sort le Volume III des *Contrechants de ma mémoire*: *La commune n'est pas morte*

Une nouvelle scène et un nouveau disque de Serge Utgé-Royo est toujours un événement en soi, mais que ce soit sur le thème de la Commune répond en fait à ce que ses nombreux amis attendaient. Un volume III des « Contrechants de ma mémoire » sous-titré « La Commune n'est pas morte ! », un album qui risque fort de se voir ranger, comme les deux précédents, au rang des indispensables…

Il y avait bien ce disque sur la Commune, « Le Cri du Peuple », qui accompagnait la sortie du coffret de l'ensemble des albums de Vautrin et Tardi, chez Casterman, mais cela nécessitait pour ceux qui se les étaient procurés, les uns après les autres, de les racheter tous. Le disque étant sans doute inséparable des albums, anthologie écrite et dessinée avec le talent et l'engagement libertaire bien connu de Vautrin et de Tardi.

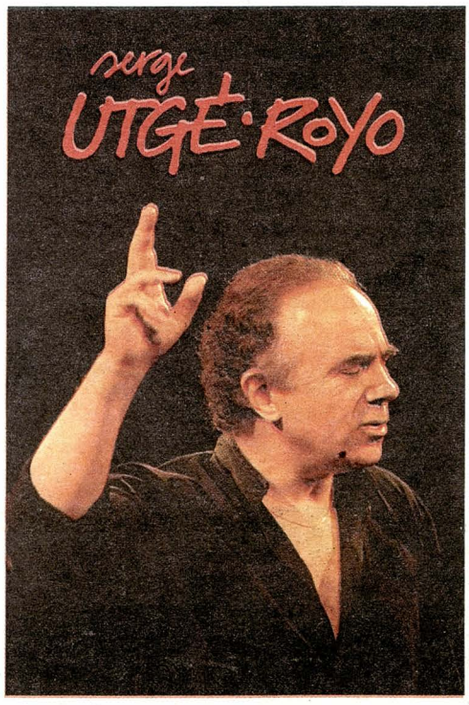
Ce disque de Serge, qui compte 20 titres, est tout différent du précédent, sur au moins plusieurs points. Tout d'abord, ce ne sont pas tout à fait les mêmes frangins et frangines qui l'accompagnent, puisque si l'on retrouve Bruno Daraquy, l'incomparable interprète de Gaston Couté, on y découvre Natacha Ezdra dans deux chansons (« La Commune » de Jean Ferrat et « Le Poing et le Miel » de Serge) et Christine, dont la voix m'a plus qu'agréablement surpris. Serge, Bruno et Natacha qui se retrouveront d'ailleurs les 25 et 26 novembre, sur la scène de l'Européen.

Mais la grande surprise, outre la reprise de chansons « classiques » de la Commune (comme *La Canaille*, *Elle n'est pas morte*, *La semaine sanglante*, ou *Le capitaine au mur*) que Serge avait déjà interprétées sur scène, mais que l'on n'avait toujours pas sur disque; ce nouvel opus comporte de véritables créations, comme *Le chant des captifs*, *À Jean-Baptiste Clément* et surtout; *Louise Michel* qui est incontestablement l'événement de ce 3e volume des « Contrechants de ma mémoire ».

Ce qui frappe, c'est la tonalité « utgéenne » de ce disque, où le texte est mis en avant, sans effets alourdissant des instruments qui se font discrets, dans la délicatesse; comme pour dire, s'il fallait le préciser, que l'on n'a pas besoin d'être en meeting pour dire et exprimer la révolte, la colère, l'espoir, ou tout simplement témoigner de son combat, comme des principes qui les guident. Serge (il nous l'a souvent dit, aux uns et aux autres) a pratiqué en son temps cet art de la scène, comme un combat aux formes agressives. Maintenant qu'il devient, comme il le répète souvent sur scène, « un vieux chien », il n'a qu'une envie, et depuis longtemps déjà: sans abandonner quoi que ce soit de ce qu'il est et ce qu'il reste fièrement, avec juste raison, être un artiste qui met son art, au service de textes. Des textes qui non seulement mettent les points sur les i et les barres au t d'une pensée libertaire sans concessions, et qui comme les plus grands peintres, nous donnent à penser à travers leurs peintures, que le monde n'est pas condamné au malheur. Que l'histoire, des communards, entre autres, montre qu'avec ne serait-ce qu'un peu de Fraternité, le malheur peut reculer et imaginer que le bonheur est possible, si l'on s'y met ensemble. Un art, qu'il partage avec de magnifiques musiciens: Léo Nissim, Jean My Truong, Jack Ada, Jack Thysen et Thierry Le Gall, que l'on va découvrir à l'Européen.

Et si Serge ne pratique plus le spectacle « meeting » depuis longtemps, qu'est-ce qui nous empêche, les 25 et 26 novembre à l'Européen, d'aller chanter avec lui et l'applaudir comme si nous y étions, en meeting, histoire de transformer l'essai de la seule coupe du monde qui vaille: celle de la fraternité des femmes et des hommes libres de tous asservissements abêtissants, et de repartir avec le volume III des « Contrechants de ma mémoire », parce que, définitivement et entre nous Nicolas… « La Commune n'est pas morte ! »

Sylvain Briant



Radio libertaire

Jeudi 22 novembre

Jus de rue 08h30 La parole aux gens de la rue Présentation d'une expo surprenante sur le nu... Par Casquette.

Si vis pacem 18 heures Faut-il brûler les papiers d'Hortefeux? Marc Havet, chanteur fou et polyamoureux, interprètera sa dernière chanson *Adieu ma petite maman.*

Entre chiens et loups 20h30 Art & Anarchie Nous recevrons le groupe Octobug (duo pop électrique et rock). Nous poursuivrons l'émission en diffusant quelques surprises et raretés du rock alternatif des années quatre-vingt.

Vendredi 23 novembre

Afr (0) ndes 10 heures Mercenaires en Afrique, des barbouze aux sociétés militaires privées Avec Xavier Renou, auteur de *La Privatisation de la violence . Désarmement nucléaire* de Greenpeace France. Présentation du livre (Agone, Dossiers noirs).

La grenouille noire 21 heures Anarchisme & écologie L'émission sera consacrée à l'irraditiaon des aliments. Invités: Brigitte Zaccaria (Food and water watch Europe), Véronique Gallais (Action Consommation), Thierry Folliard (Naturopathe).

Ca booste sous les pavés 22h30 Radio libertaire - FZM RDV quinzomadaire avec FZM, sur le thème « Électron Libre », comme invités Manifeste électronique, Cellule X Calavéra, Hydra, des RemiXeurs Béruriers, ainsi que des Djs rebelles et libertaires de la scène Rap Alternative.

Samedi 24 novembre

Chronique syndicale 11h30 Luttes et actualités sociales Thème: le financement des syndicats.

Chroniques rebelles 13h30 Débats, dossiers, rencontres... Théâtre, cinéma, livres... La crypte: Nouvelle salle de culture au pied de la Butte aux Cailles.

Les Nuits libertaires « Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » 21 heures Allegrofortissimo L'action Allegrofortissimo milite pour le corps non conforme. Via Vivianne Gacquière chef d'orchestre, Antoinette Krakus, premier violon, ils joueront une partition festive.

Nuits off 23 heures Les Métissages (suite et fin) On va finir cette série des métissage des Nuits Off avec des rappeurs du Brésil, des Irlandais en Afrique du Sud et des Canadiens en jazz tzigane...

Dimanche 25 novembre

Tempête sur les planches XIV heures Actualité du théâtre et de la danse Micros ouverts au Jacques Prévert militant, anticlérical et antimilitariste: Philippe Blancher joue « Dîner de têtes ». Et pour une rencontre entre Hip Hop et tango: « Étoile du sud », par la compagnie Alternancia.

Mardi 27 novembre

Des oreilles avec des trous (dedans) 17 heures. Des fusiques molles pour fous les tous Émission n° 112: émission libre, sans contrainte, sans thématique, à moins que l'un ou l'autre DDD ou plusieurs, développent dans son/leurs petit(s) coin(s) une thématique interne. Des nouvelles de Bo van der Kluift, une mission remplie et une mission à remplir.

Paroles d'associations 19h30 Magazine de la vie associative et culturelle Bilan du Festival « Théâtre et Handicap » et leurs projets.

Jazz en liberté 22h30 Free jazz et musiques improvisées Autour de quelques groupes, par Gérard Terronès.

Mercredi 28 novembre

Blues en liberté 10h30 Émission musicale blues Bob Dylan et le blues dans le XXIe siècle.

Ras les murs 21h30 Actualités des luttes de prisonniers Nicolas, des Éditions Libertalia, viendra nous parler du livre d'Eugène Dieudonné, forçat anarchiste (15 ans de bagne), "La vie des forçats". Première réédition depuis 1935...

Jeudi 29 novembre

Jus de rue 08h30 La parole aux gens de la rue Casquette recevra le groupe Gaïa.

Si vis pacem 18 heures Jouets guerriers Invité: Gérard Durand.

Vendredi 30 novembre

Place aux fous 13 heures PAF Musique Dans la lignée de Captain Beefheart, Devo ou des génialissimes Man Or Astroman? Cheveu joue une musique étrange et décalée, à la fois expérimentale et très rock, engagée aussi.

L'invité du vendredi « Des droits et des hommes » 19 heures Ligue des droits de l'Homme Émission assurée par la section Paris 12: autour de l'ouverture de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

Ca booste sous les pavés 22h30 CSPB (Comité de Solidarité avec le peuple basque) Nous retrouvons le CSPB pour relater les nouvelles du Pays basque, où la répression s'intensifie à l'encontre des acteurs du processus de paix pour la fin du conflit.

Samedi 1er décembre

Destinées Nocturnes de la Nuit 00h30 Histoire d'un soir... Émission consacrée à Roger-Henri Guerrand.

Chroniques rebelles 13h30 Débats, dossiers, rencontres... Tunisie: 20 ans de régime dictatorial. Avec Luiza Toscane.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 22 novembre

Rappel: Le Festival International du Film d'Histoire de Pessac ouvre ses portes de 14 heures à fort tard.

Vendredi 23 novembre

Louhans 71

20 heures, Débat sur la sortie du livre de Michel Valette *Biographie de Robert Porchet* avec l'auteur. Salle des Archives, place du Général-de-Gaulle.

Ivry-sur-Seine (94)

David Legitimus et Renn Lee dans leur spectacle en hommage à Claude Nougaro « Jazz et java » Forum Leo-Ferré 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 01.46.72.64.68.

Saint-Denis (93)

19h30. La société de défense des laïques non-croyants, non-croyantes et athées organise une réunion publique avec Léon de Mattis auteur du livre : *Mort à la démocratie*. Bourse du Travail de Saint-Denis (Métro ligne 13 - Station Porte de Paris).

Samedi 24 novembre

Besançon (25)

A partir de 19h. Rencontre avec Thierry Périssé autour de son recueil de nouvelles *Noir horizon* à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Cuisery (71)

De 14h30 à 16 heures, Michel Valette dédicacera son livre *De Verdun à Cayenne* à la librairie Forum,56 Grand rue,à la librairie les Chats noirs,19 rue du Pavé . De 17 à 18 h 30 suite des dédicaces à la librairie Les chats noirs, 19, rue du Pavé.

Paris XIe

16 heures 30, Forum à la librairie du Monde libertaire, avec Patrick Schindler, auteur de *Vie et combat de Margarethe Faas Hardegger*, anarchiste, syndicaliste et féministe suissesse.145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris XVIIIe

15h30 rencontre avec Ingrid Naour, écrivain contestataire, auteure de *L'humour des français sous l'occupation en* collaboration avec Maurice Rajsfus. À la Bibliothèque La Rue -10, rue Robert-Planquette Paris 18 e - métros Blanche ou Abbesses - Ivry-sur-Seine (94)

Châlette-sur-loing (45)

Exposition : « Gaston Couté le poète » à partir du 24 novembre à la Maison Commune 61, rue Aristide-Briand 45120 Châlette-sur-Loing Tél. : 02 38 98 99 65.

Paris XVIIIe

Comme chaque samedi, un rassemblement de soutien à Hélène et Philippe, qui depuis seize mois protestent contre leur licenciement abusif, est organisé devant le magasin où ils travaillaient : le Déballage du Marché Saint-Pierre (Dreyfus), 2 rue Charles-Nodier Paris 18e.

Dimanche 25 novembre

Paris XVIIIe

17h.30. Concert Serge Utge-Royo à L'Européen 3/5 rue Biot - Paris 17e M° Place de Clichy. Avec la participation de Bruno Daraquy.Réservations 01 43 87 97 13 et 01 43 52 20 40 - Billetterie disponible chez Publico.

Lundi 26 novembre

Paris XVIIIe

20h15 Concert Serge Utge-Royo à L'Européen 3/5 rue Biot - Paris 17e M° Place de Clichy

Mardi 27 novembre

Chambéry (73)

20 heures. Café-débat sur le thème du travail. Au B.A B'Art (24 rue de la gare).Organisé par le groupe de Chambéry de la FA. www.fa73.lautre.net

Mercredi 28 novembre

Saint-Claude (39)

De 14 heures à 17 heures, Infokiosk au Coffre-Fort, rue de Bonneville. Presse militante, bouquins, fanzines... Pour s'informer autrement, en partageant nos rêves et nos révoltes. http://juralibertaire.over-blog.com>

Caen (14)

20h, projection du film *In working progress* et débat avec un membre des « Anarchists against the wall », à l'amphi Tocqueville (campus 1)organisée par le groupe de Caen de la Fédération anarchiste et la CNT 14, avec le soutien du Comité Palestine. Entrée libre.

Châlons-sur-Saone(71)

20h, projection du film"in working progress"sur la construction du mur en Israel et débat avec deux des Anarchistes contre le mur,en tournée en France, salle H, Maison des associations, 30 rue St georges.Entrée libre, table de presse.Organisé par le groupe libertaire de Saone et Loire et le groupe la vache noire de la Fédération anarchiste.

Nimes (30)

20 heures, le Groupe Gard Vaucluse organise la projection du film *Enfants de troupe* suivie d'une rencontre avec Bernard Richard, le réalisateur. Rendez vous à la Salle auditorium du Centre Pablo Néruda. Entrée libre.

TOURNEE EN FRANCE

ANARCHISTES CONTRE LE MUR

La lutte contre la construction et l'existence du mur s'étend à un nombre de villages palestiniens directement et indirectement concernés de plus en plus important, malgré les représailles, la répression et la violence perpétuées par l'armée israélienne contre la population palestinienne.

La présence du collectif Anarchistes contre le mur (AATW) sur le terrain favorise la création de réelles relations entre les deux peuples divisés par des politiques d'états. Elle encourage chaque village à s'engager dans la lutte globale s'étendant sur toute la longueur du mur.

VENEZ VOUS INFORMER !
VENEZ SOUTENIR LE COLLECTIF !

PROJECTION EN PRÉSENCE DES RÉALISATEURS

"In working progress"

Alexandre Goetschmann et Guy Davidi

Dans l'ombre du désengagement des forces armées et coloniales israéliennes, une nouvelle ville est en construction...

23/11 - Ville de la Courneuve.
24/11 - "Les 3 Luxembourg", 6e, Paris
26/11 - AGECA, 11e, Paris.
27/11 - Orléans
28/11 - Chalon-sur-Saône
28/11 - Caen
29/11 - Dijon
29/11 - Rennes
30/11 - Besançon
30/11 - Bordeaux
01/12 - Strasbourg
02/12 - Marseille
04/12 - Lyon
05/12 – Grenoble
06/12 - Chambéry

Infos : **guydvd@gmail.com**
relations-internationales@federation-anarchiste.org
Librairie Publico : 01 48 05 34 08